

MINES, RAIL, CROISSANCE ...

Tebboune dévoile les grands chantiers de 2026-2028

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dressé un tableau détaillé des priorités économiques pour les années 2026 à 2028. Mines, infrastructures ferroviaires, exportations hors hydrocarbures et grands équilibres macroéconomiques composent l'ossature d'une stratégie qu'il présente comme celle du passage effectif de l'Algérie vers le statut de pays émergent. P 3



SUBVENTIONS, JUSTICE SOCIALE,
LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

**Vers une nouvelle
politique de soutien
social**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé plusieurs enjeux sociaux et économiques, notamment la question du soutien social et de la redistribution des ressources. Au cœur des préoccupations, l'optimisation des transferts sociaux, avec un ciblage plus précis en faveur des populations les plus vulnérables, ainsi que la question du gaspillage des ressources publiques.

P 2

RAMADHAN 2026

**147 000 familles
bénéficieront d'une
aide de 10 000 dinars**

À une semaine du mois sacré du Ramadan, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme déploie un dispositif élargi d'aide sociale combinant soutien financier direct, restauration solidaire et programmes d'accompagnement. Au total, 147 000 familles nécessiteuses bénéficieront d'une allocation exceptionnelle de 10 000 dinars, dans le cadre d'une enveloppe globale dépassant 1,4 milliard de dinars mobilisée pour cette période.

P 5

TOURISME

**Vers la livraison
de 148 projets en
2026**

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé l'entrée en exploitation de 74 projets d'investissement pour l'année 2025 au niveau national, dont 64 ont été mis en exploitation dans 12 wilayas côtières et 6 wilayas des hauts plateaux, avec une capacité d'accueil de 8 265 lits, créant ainsi 2 430 emplois. Pour l'année 2026, l'objectif est de livrer 148 projets touristiques, offrant 15 737 lits, répartis sur 14 wilayas côtières et 17 wilayas des hauts plateaux, créant ainsi 6 324 emplois.

P 5

TÉLÉPHONIE MOBILE
**Djezzy annonce
une performance solide
en 2025** P 2

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
**Le ministre reçoit une
délégation de la Société
financière internationale** P 5

MOSTAGANEM
**4,4 milliards DA consacrés à
l'amélioration du service
public dans le secteur de
l'électricité** P 5

FORMATION
PROFESSIONNELLE
**Journée de formation
sur la gestion des
documents d’activité
à l’ère de la
transformation
numérique**

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a présidé, hier à Alger, l'ouverture d'une journée nationale de formation, s'inscrivant dans le cadre du soutien au processus de modernisation du secteur et de l'accompagnement de la transformation numérique. Cette journée de formation, placée sous le thème "gestion des documents d'activité à l'ère de la transformation numérique", s'inscrit dans le cadre de l'appui au processus de modernisation du secteur et de l'accompagnement de la transformation numérique dans les administrations et les établissements publics. Elle vise à permettre aux cadres et aux stagiaires d'acquérir des connaissances et des techniques modernes dans le domaine de la gestion des documents et des archives, pour améliorer la performance des administrations publiques et être au diapason des transformations technologiques en cours. En marge de cet évènement, une convention de partenariat a été signée entre le ministère et la direction générale des Archives nationales (DGAN), dans une démarche visant à développer les compétences nationales dans le domaine de la gestion des documents et des archives, et à renforcer la coordination et l'intégration institutionnelle. Ce partenariat prévoit l'élaboration de programmes de formation spécialisée en fonction des besoins exprimés, l'organisation de sessions de formation et d'ateliers pratiques, et l'encadrement technique et scientifique des stages pratiques au profit des stagiaires, outre l'échange d'expertises et d'informations, et la formation des formateurs, des cadres et des responsables chargés des archives et de la documentation.

R E.

SUBVENTIONS, JUSTICE SOCIALE, LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

Vers une nouvelle politique de soutien social

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a abordé plusieurs enjeux sociaux et économiques, notamment la question du soutien social et de la redistribution des ressources. Au cœur des préoccupations, l'optimisation des transferts sociaux, avec un ciblage plus précis en faveur des populations les plus vulnérables, ainsi que la question du gaspillage des ressources publiques.

Par Zahir Radji

Lors de son entrevue périodique accordée aux représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, Tebboune a souligné la nécessité de réorganiser les aides sociales pour qu'elles bénéficient principalement aux personnes à faibles revenus, tout en réduisant l'inefficacité du système actuel. « Actuellement, les produits de base tels que le pain, l'huile ou le lait sont accessibles à tout le monde au même prix, qu'on soit riche ou pauvre. Cela n'est pas acceptable », a-t-il déclaré. L'objectif, selon lui, est de garantir une justice sociale véritable en augmentant l'aide pour les plus démunis. Pour ce faire, une commission, composée de partis politiques, de syndicats et d'experts, a été mise en place pour réfléchir à des mécanismes plus justes. La décision est claire. « Par exemple, une personne qui gagne 100 millions de dinars par mois ne doit pas bénéficier des mêmes produits de base que quelqu'un qui a un revenu modeste de 30 000 à 35 000 dinars par mois ». En effet, l'objectif de la réforme est d'augmenter l'aide pour les produits de consommation des personnes ayant de faibles revenus, afin d'avoir une véritable justice sociale. Le Président Tebboune a expliqué que la numérisation des données permettra de mieux cibler les aides, et qu'une véritable réforme du système de soutien social pourrait être mise en place à partir de 2027. « Grâce à la numérisation, nous pourrions savoir exactement qui a besoin d'aide et qui ne l'a pas », a-t-il précisé. Le président de la République a souligné que l'État tend à aboutir à « une véritable justice sociale », indiquant que « les conditions, à ce jour, n'ont pas permis d'atteindre cet équilibre ». Des disparités sont constatées

entre les différentes catégories de la société, indique le chef de l'État, faisant observer qu'« il est inacceptable que le soutien soit accordé de manière égale à tous », mais le recours à la numérisation, a-t-il dit, permettra d'« orienter le soutien vers les véritables bénéficiaires ». Le président de la République a, par ailleurs, souligné la nécessité de préserver les acquis réalisés par le pays, affirmant que « l'option actuelle consiste à ne pas exercer de pressions sur les citoyens ».

Lutte contre le gaspillage

Il a, dans ce sens, évoqué le phénomène du gaspillage du pain, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, faisant remarquer qu'il s'agit d'un « gaspillage de sommes colossales », ce qui exige, a-t-il ajouté, une prise de conscience de la part du citoyen pour éviter de tels comportements qui affectent négativement l'économie nationale. Au passage, il a déploré la pratique de l'achat excessif de pain et d'autres produits, souvent jetés, et a insisté sur la nécessité de changer les comportements pour éviter de perdre des millions de dollars chaque année. La lutte contre le gaspillage ne se limite pas aux produits alimentaires, mais concerne également l'énergie. Il a évoqué la nécessité d'utiliser des énergies renouvelables, comme l'énergie solaire, pour réduire la dépendance à l'électricité dans certaines villes, tout en encourageant une consommation plus responsable de l'eau et des carburants. « Nous essayons de réduire ce gaspillage. Quand on regarde le prix de l'essence, il est à environ 20 à 25 % du prix réel, et l'eau dessalée coûte environ 1,5 dollar le mètre cube, sans parler de l'électricité où les gens laissent souvent leurs appareils allumés. J'ai d'ailleurs demandé dans le passé que dans les nouvelles villes, on

utilise l'énergie solaire pour l'éclairage public plutôt que l'électricité », a détaillé Tebboune, affirmant qu'à ce stade, en tant que pays en développement, il est important d'éviter ce gaspillage. En effet, ajoute-t-il, « chaque Algérien doit être conscient que ce que nous faisons, en tant que nation de 47 millions de personnes, doit être financé par nos propres moyens. Nous ne devons pas emprunter de l'argent. Nous devons ajuster nos dépenses, car l'économie ne pourra pas supporter certaines dépenses dans 2, 3 ou 4 ans ». S'agissant du soutien social, le président de la République a réaffirmé l'attachement de l'État à la gratuité de l'enseignement et des soins, affirmant qu'il « n'y aura aucun recul à ce sujet » et que « les défis que l'Algérie relève aujourd'hui reposent essentiellement sur l'éducation et le renforcement du potentiel scientifique de ses enfants ».

Des réformes fiscales et une économie numérisée

Sur le plan fiscal, le Président a rappelé que la majorité des Algériens paient leurs impôts via des prélèvements directs sur leurs salaires. Cependant, il a reconnu que le système fiscal pourrait être amélioré pour mieux cibler les secteurs économiques et les citoyens qui échappent encore au fisc. « À la fin de 2026, nous aurons une économie totalement numérisée. Chaque Algérien et chaque entreprise sera connu, et nous serons en mesure de cibler les aides de manière plus efficace », a-t-il expliqué. Le but de tous cela est de faire de l'Algérie une économie capable de se suffire à elle-même, d'exporter et d'importer de manière autonome, et de dépasser les 400 milliards de dollars de revenus nationaux d'ici 2027. « C'est ambitieux, mais j'espère que nous y arriverons avant cette date », a-t-il conclu.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy annonce une performance solide en 2025

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a annoncé des résultats solides pour le 4e trimestre et l'ensemble de l'exercice 2025, confirmant la dynamique de croissance de l'entreprise et l'accélération de sa transformation numérique, indique dimanche un communiqué de l'opérateur. « Sur le plan commercial, Djezzy a enregistré une performance soutenue aussi bien au 4e trimestre que sur l'ensemble de l'année », relève la même source, précisant qu'au 4e trimestre 2025, le chiffre d'affaires s'est établi à 31 milliards DA, en hausse de 7 % par rapport à la même période en 2024. Sur l'ensemble de l'exercice, « le chiffre d'affaires atteint 119 milliards DA, soit une progression annuelle

de 6,1 %, portée par la croissance des usages data, le renforcement des offres digitales et le développement progressif des solutions à valeur ajoutée ». La même source souligne qu'en 2025, l'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) « s'est établi à 52 milliards DA, en légère progression de 0,6 %, avec une marge EBITDA de 43,4 %, traduisant la capacité de l'entreprise à concilier croissance, discipline opérationnelle et maîtrise des coûts dans un contexte d'investissements soutenus ». Par ailleurs, l'opérateur a indiqué avoir investi « 36,5 milliards de dinars en 2025 », dont « 14,5 milliards de dinars réalisés au seul quatrième trimestre », soit une hausse annuelle

de « près de 40 % ».

Hors coût de la licence 5G, ces investissements ont été principalement consacrés, souligne la source, à « la modernisation du réseau et à la mise en place des infrastructures nécessaires au lancement officiel du réseau 5G, marquant une étape stratégique majeure pour Djezzy et pour l'écosystème numérique national ». Parallèlement, Djezzy a poursuivi le « développement de son positionnement en tant que fournisseur de solutions technologiques », en s'appuyant sur son « Cloud souverain pour accélérer le déploiement de solutions SaaS et de services digitaux destinés aux entreprises ».

Cette orientation vise à « soutenir la crois-

sance du segment Entreprises en proposant des solutions intégrées de connectivité, d'hébergement, de sécurité et de digitalisation, adaptées aux besoins des acteurs économiques algériens ». En fin décembre, « la base clients a poursuivi sa progression pour atteindre 17,9 millions d'abonnés, soit une croissance annuelle de 5,4 % », s'est félicité Djezzy.

Le directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci, a estimé que « les résultats réalisés en 2025 illustrent la capacité de l'opérateur à maintenir une dynamique de croissance solide, soutenue par des investissements technologiques majeur ».

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MINES, RAIL, CROISSANCE ...

Tebboune dévoile les grands chantiers de 2026-2028

Lors de son entrevue périodique avec les représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dressé un tableau détaillé des priorités économiques pour les années 2026 à 2028. Mines, infrastructures ferroviaires, exportations hors hydrocarbures et grands équilibres macroéconomiques composent l’ossature d’une stratégie qu’il présente comme celle du passage effectif de l’Algérie vers le statut de pays émergent.

Par Selma Rachid

Le chef de l’État a multiplié les annonces et les échéances, en insistant sur la cohérence entre projets structurants, souveraineté économique et protection du pouvoir d’achat. Au cœur de cette projection figure un objectif macroéconomique majeur : porter le Produit intérieur brut au-delà de 400 milliards de dollars d’ici fin 2027. Le président s’est montré confiant quant à la trajectoire actuelle, affirmant que « la cadence à laquelle évolue actuellement l’économie nationale nous rend optimistes quant à la réalisation de cet objectif ». Il a rappelé que cette ambition s’inscrit dans « un projet national visant à transformer l’Algérie en pays émergent », fondé sur la révision des besoins, la diversification des moteurs de croissance et la réalisation de méga-projets dans les mines et les infrastructures. Dans ce cadre, le secteur minier est appelé à devenir l’un des principaux leviers de création de richesse. Le président Tebboune a longuement évoqué la mise en service de la ligne ferroviaire minière Ouest reliant Gara Djebilet, Tindouf et Béchar, qu’il a qualifiée de réalisation stratégique majeure. Selon lui, cette infrastructure « n’est que le début d’un projet national d’envergure visant à exploiter les richesses minières du pays » et constitue « les premiers pas d’un pays émergent ». Il s’est dit « très fier » d’un projet réalisé avec des capacités nationales et dans des délais réduits, y voyant la preuve que l’Algérie est désormais « un pays d’exploits ». Le gisement de fer de Gara Djebilet occupe une place centrale dans cette stratégie. Le chef de l’État a insisté sur sa « forte rentabilité » et sur son « impact économique majeur ». Il a expliqué que son exploita-

tion permettra, dans une première phase, d’économiser environ 1,5 milliard de dollars actuellement consacrés à l’importation de minerai de fer pour les complexes sidérurgiques d’Oran, de Jijel et d’Annaba. Il a précisé que, selon les projections, ce projet mettra fin à l’importation de minerai de fer dans un délai maximal de trois ans, avant d’ouvrir la voie à l’exportation et à une contribution directe à la diversification des recettes extérieures. Face aux critiques émises autour de ce gisement, il a tranché : les études menées par plusieurs bureaux spécialisés étrangers ont « unanimement confirmé sa faisabilité et sa rentabilité économique avérée ».

Oued Amizour : lancement imminent d’un pôle plomb-zinc stratégique pour 2026

La dynamique minière ne se limite pas au fer. À l’est du pays, la mine de plomb et de zinc d’Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa, entrera dans sa phase opérationnelle avant la fin du premier trimestre 2026. « Les premiers travaux de forage débiteront fin mars prochain », a annoncé le président, soulignant que le lancement du projet intervient après concertation locale et régularisation foncière. « Nous sommes désormais sur le point de lancer le projet avec l’accord des citoyennes et des citoyens », a-t-il assuré. Dans le même élan, le projet intégré de phosphate de Bled El-Hadba avance vers sa phase logistique décisive. Le président a indiqué que la ligne minière Est vers le port d’Annaba mobilisera, après l’achèvement de la ligne Ouest, l’ensemble des capacités nationales de réalisation ferroviaire. Sur un linéaire de 450 km, il ne resterait que 150 à 175 km à finaliser dans un délai d’environ une année. Le chargement du phosphate algérien au quai minéralier du port d’Annaba

est attendu entre la fin de l’année 2026 et le premier semestre 2027, marquant l’entrée en production d’une filière intégrée orientée vers la transformation et l’exportation. Le rail constitue justement l’autre pilier structurant de la feuille de route présidentielle. Le réseau national est appelé à s’étendre vers le Grand Sud dans une logique de désenclavement, de soutien aux projets productifs et d’intégration territoriale. Le chef de l’État a confirmé que la voie ferrée atteindra la wilaya d’Adrar entre la fin de l’année 2026 et le premier semestre 2027. Plus encore, la mise en exploitation de la ligne Alger-Tamanrasset est projetée pour 2028 « si tout se déroule conformément au plan ». Ce déploiement s’appuie aussi sur des montages financiers ciblés : un financement de plus de 3 milliards de dollars de la Banque africaine de développement est mobilisé pour l’extension des lignes vers El Meniaa et Ghardaïa, avec des conditions de remboursement étalées sur 13 ans. Le président a insisté sur la philosophie suivie : un recours à des financements extérieurs « selon une vision rationnelle et exclusivement orientée vers des projets économiques à haute rentabilité », tout en affirmant que l’Algérie « n’hypothéquera pas l’avenir de ses enfants par l’endettement et ne renoncera jamais à l’indépendance de sa décision ».

Voie ferrée Alger-Tamanrasset : le pari du grand Sud sur les rails à l’horizon 2028

Sur le front du commerce extérieur, Abdelmadjid Tebboune a mis en avant la progression des exportations hors hydrocarbures, évaluées à 5 milliards de dollars. Il a qualifié ce niveau de « miracle à tous égards » comparé aux 1,5 milliard de dollars des périodes précédentes. Il a toute-

fois alerté sur les obstacles rencontrés sur certains marchés, évoquant « une guerre menée contre l’Algérie en matière d’exportations hors hydrocarbures » et des « pratiques déloyales », citant notamment les quotas imposés aux exportations de rond à béton vers l’Europe, consommés en quelques jours. « Certains pays incitent à la haine contre l’Algérie, en croyant que nous allons succomber à ces méthodes viles », a-t-il déclaré, tout en assurant que des démarches de renégociation sont engagées. Le président a également mis en avant l’amélioration de plusieurs indicateurs internes. Il a souligné le recul de l’inflation, passée selon lui de près de 11 % en 2019 à moins de 1,8 %, parlant d’« un miracle dans le contexte actuel ». Il a justifié le maintien de la gratuité de l’auto-route Est-Ouest par la nécessité de préserver le pouvoir d’achat, rappelant que cet axe est vital pour le transport inter-wilayas des produits de première nécessité. Réaffirmant la doctrine sociale de l’État, il a résumé : « L’Algérie est un État social qui autorise la liberté des affaires, mais qui veille en même temps à la protection de la classe ouvrière, dans le cadre d’une solidarité nationale garantissant des prix à la portée des citoyens ». Enfin, sur le plan des partenariats, il a annoncé que la prochaine visite de la présidente du Conseil des ministres italien permettra d’évaluer les avancées économiques bilatérales et d’examiner de nouveaux leviers, notamment la création d’une chambre de commerce algéro-italienne. Il a rappelé l’intérêt stratégique du plan Mattei pour l’Afrique et cité le grand projet agricole italien de 35 000 hectares à Timimoun, appelé à accueillir des stagiaires de plusieurs pays africains, comme illustration d’une coopération tournée vers la production et le transfert de compétences.

RECOURS AUX FINANCEMENTS DE LA BAD

«L’emprunt ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de décision de l’Algérie»

Par Selma R.

Le recours ciblé aux financements de la Banque africaine de développement (BAD) pour soutenir les grands projets d’infrastructure, notamment ferroviaires, ne remet nullement en cause l’indépendance de la décision nationale. C’est le message central délivré par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux diffusée sur les chaînes de télévision et de radio. Le chef de l’État a tenu à clarifier la philosophie de l’Algérie en matière d’endettement extérieur : un usage sélectif, orienté vers l’investissement productif, sans condition politique et sans impact sur la souveraineté. Dans ses explications, le président Tebboune a rappelé le statut particulier de la

BAD, en soulignant que l’Algérie en est à la fois un pays fondateur et l’un des plus grands contributeurs. Il a insisté sur la nature de cette institution, qu’il distingue clairement des circuits financiers privés. « La Banque africaine de développement n’est pas une banque privée, c’est une banque africaine créée pour soutenir le développement des États membres », a-t-il affirmé, mettant en avant des conditions de financement qu’il qualifie de souples et préférentielles. Le chef de l’État a expliqué que les concours financiers envisagés auprès de la BAD s’inscrivent dans une logique strictement économique. Les prêts mobilisés ne visent pas à couvrir des dépenses de fonctionnement ou de consommation, mais à soutenir des projets structurants à forte rentabilité. « Ces crédits ne sont pas destinés à la consommation, mais à l’investisse-

ment », a-t-il précisé, en citant en priorité l’extension du réseau ferroviaire vers le Sud comme principal champ d’affectation. Selon les indications données, le volume de financement mobilisable auprès de la BAD pourrait atteindre environ 3 milliards de dollars. Cette enveloppe s’inscrirait dans un montage global beaucoup plus large, notamment pour le projet de ligne ferroviaire Tamanrasset-El Meniaa, dont le coût est estimé à près de 20 milliards de dollars. Le président a souligné que ces prêts peuvent être remboursés sur des périodes allant de 10 à 15 ans, avec des modalités adaptées au cycle de rentabilité des projets financés. Abdelmadjid Tebboune a surtout tenu à lever toute équivoque sur la portée politique de ce recours au financement extérieur. « L’emprunt auprès de la Banque africaine ne porte aucunement atteinte à

la souveraineté de décision de l’Algérie », a-t-il insisté. Il a réaffirmé que la doctrine nationale reste fondée sur la préservation totale de l’indépendance de choix, tant sur le plan économique que diplomatique. « L’Algérie n’hypothéquera pas l’avenir de ses enfants par l’endettement et ne renoncera jamais à l’indépendance de sa décision », a-t-il martelé. Pour illustrer cette ligne rouge, le président a lié explicitement la question du financement à la liberté de positionnement international du pays. Il a assuré que le recours à ces mécanismes n’empêchera en rien l’Algérie de maintenir ses positions politiques et humanitaires, notamment son soutien à la cause palestinienne. Autrement dit, les outils financiers mobilisés dans un cadre africain et multilatéral ne sauraient, selon lui, conditionner la voix diplomatique du pays.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
Clôture du SIPHAL 2026 avec plus de 11.000 visiteurs

Les travaux de la 20e édition du Salon international de la pharmacie en Algérie (SIPHAL) se sont achevés samedi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec une affluence dépassant les 11.000 visiteurs professionnels, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Placée sous le patronage des ministres de la Santé et de l'Industrie pharmaceutique, cette édition, organisée du 4 au 7 février, a réuni plus de 160 exposants nationaux et étrangers. Organisé sous le thème "La pharmacie de demain", le salon a mis en avant les principales évolutions du secteur, notamment l'intégration de l'intelligence artificielle, la digitalisation, la personnalisation des soins, la responsabilité sociétale et environnementale ainsi que l'innovation technologique. Les conférences-débats ayant accompagné l'événement ont réuni des professionnels du secteur, des industriels et des représentants d'organismes publics. Les intervenants ont souligné la nécessité d'élargir la dispensation en officine de certains médicaments anticancéreux afin d'améliorer la prise en charge et le suivi thérapeutique des patients. Les participants ont également relevé les apports de l'intelligence artificielle, notamment en matière de rapidité de traitement des données et d'anticipation. Dans ce cadre, la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) a exprimé son intention de recourir à ces technologies pour optimiser la gestion de ses ressources. De leur côté, l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPHA) et la Société algérienne de pharmacie hospitalière et d'oncologie (SA-PHO) ont insisté sur la vigilance requise concernant les dispositifs médicaux. Des représentants de la faculté de pharmacie ont, quant à eux, mis en avant la nécessité d'adapter la formation aux nouvelles exigences du système de santé. Selon les organisateurs, le SIPHAL 2026 a constitué un espace d'échange et de concertation ayant permis de renforcer les synergies entre les différents acteurs de la chaîne pharmaceutique et de dégager des perspectives pour le développement du secteur en Algérie.

24E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ENTREPRISE ALGÉRIE POSTE

Le ministre annonce le lancement de nouveaux services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé, samedi à Alger, une cérémonie à l'occasion de la célébration du 24e anniversaire de la création de l'entreprise Algérie Poste, coïncidant avec le lancement d'une série de nouveaux services numériques. Dans son allocution à cette cérémonie, organisée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, M. Zerrouki a indiqué que son secteur poursuit "la mise en œuvre d'une feuille de route ambitieuse, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser le secteur de la poste et ses services afin de répondre aux exigences de la transformation numérique". A cette occasion, il a annoncé le lancement du service des comptes sans numéraire (Cashless Accounts) en vue de "renforcer l'inclusion financière et

de promouvoir le paiement électronique", en sus du lancement du premier réseau national des casiers intelligents (EMS Champion Smartbox) destiné à moderniser les services de distribution et de courrier express et à soutenir le e-commerce. Il a souligné, dans ce cadre, "la poursuite des efforts visant à soutenir le paiement électronique à travers l'extension du parc de distributeurs automatiques, l'augmentation de la production des cartes de paiement, la diversification de leur usage et le développement des applications intelligentes". De son côté, la directrice générale d'Algérie Poste, Chiraz Bachiri, a expliqué que cet anniversaire se veut "un prolongement historique consacrant le rôle souverain du secteur postal au service de l'Etat et du citoyen", soulignant l'adhésion de l'entreprise à "la dynamique nationale de transformation numérique, en phase

avec les orientations du président de la République visant à bâtir une économie numérique inclusive et sécurisée". Le lancement officiel du service CCP BUSINESS CASHLESS, destiné aux entreprises, aux professionnels, aux professions libérales et aux start-up, constitue "une étape concrète vers la généralisation du paiement non numéraire et l'amélioration de la gouvernance financière", a-t-elle ajouté. A cette occasion, des conventions ont été signées entre Algérie Poste, et l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, la Banque nationale de l'habitat (BNH), l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Algérie Télécom Satellite (ATS) et l'Algérienne des eaux (ADE), en vue de simplifier les procédures et de consolider l'économie numérique.

R E.

AIR ALGÉRIE

Rencontre consultative avec des agences de tourisme pour améliorer la qualité des services

Le groupe Air Algérie a organisé, samedi à Alger, une rencontre technique consultative avec les agences de tourisme partenaires, dans le cadre du renforcement des canaux de communication, de la consolidation du partenariat professionnel et de l'amélioration de la qualité des services fournis aux clients, indique un communiqué du groupe. Cette rencontre s'inscrit en droite ligne avec la stratégie du groupe visant à "établir une relation de coopération durable avec les agences de voyage, en tant que partenaire clé et maillon essentiel entre le transporteur national et le client, à même de contribuer à l'amélioration de l'expérience de voyage, depuis la phase de réservation jusqu'à la fin du voyage". Elle a, en outre, constitué "un espace d'échange direct autour des moyens de développer la performance et de renforcer la coordination entre les deux parties, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la qualité des services et la sim-

plification des procédures au profit des voyageurs". Pour promouvoir la performance et l'excellence, "des contrats incitatifs ont été signés, à l'occasion de cette rencontre, entre le groupe Air Algérie et plusieurs agences de tourisme, prévoyant des avantages et des incitations matérielles et commerciales, en vue d'instaurer un nouveau partenariat plus efficace". Par ailleurs, plusieurs agences de tourisme ont été honorées pour leurs performances en termes de chiffre d'affaires aux niveaux national et régional, ainsi que des agences s'étant distinguées

par leur professionnalisme dans l'organisation de vols charter et de voyages Omra, en reconnaissance de leurs efforts et de leur rôle dans le soutien à l'activité du groupe et le renforcement de son image de marque. Au terme de la rencontre, les participants ont souligné "l'importance de poursuivre le travail conjoint afin de développer les services, renforcer l'engagement mutuel et améliorer la qualité de la performance, au mieux des intérêts des voyageurs et pour conforter la position du transporteur national".

APS

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 166 blessés en 24 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 166 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béchar avec 2 morts, suite au renversement d'un véhicule sur la RN 6, dans la Commune de Taghit, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appa-

reils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Tipaza, Constantine et Annaba. Durant la même période, les éléments de la Protection civile de la wilaya d'In Guezzam sont intervenus pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un restaurant ayant causé des blessures à 3 personnes, alors que les équipes de secours de la wilaya d'Alger sont intervenues suite à une explosion de gaz butane à l'intérieur d'un appartement dans la Commune d'Hussein Dey.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 960,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Février 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	84	99	68	الطماطم	
	Oignon sec	72	81	64	البصل الجاف	
	Ail sec	894	977	811	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	80	الجزر	
	Navet	101	113	89	اللفت	
	Choux fleur	81	91	72	قرنبيط	
	Choux	88	99	78	الكرنب	
	Courgette	126	142	110	الكوسة	
	Haricot vert	352	377	326	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	153	168	137	الخس	
Fruits frais	Mandarine	180	211	149	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	152	186	117	البرتقال	
	Citron	145	168	123	الليمون	
	Pomme locale	406	487	325	التفاح المحلي	
	Datte	526	649	404	التمر	
	Banane	502	523	477	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1920	2064	1776	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	393	407	379	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)	

RAMADHAN 2026

147 000 familles bénéficieront d’une aide de 10 000 dinars

À une semaine du mois sacré du Ramadhan, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme déploie un dispositif élargi d’aide sociale combinant soutien financier direct, restauration solidaire et programmes d’accompagnement. Au total, 147 000 familles nécessiteuses bénéficieront d’une allocation exceptionnelle de 10 000 dinars, dans le cadre d’une enveloppe globale dépassant 1,4 milliard de dinars mobilisée pour cette période.

Par Réda Hadi

L’annonce a été détaillée par la directrice centrale au ministère, Soumia Oulmane, lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la Radio nationale. Elle a indiqué que l’opération d’octroi de cette aide a été engagée de manière anticipée, dès le mois de novembre dernier, afin d’assurer une distribution fluide avant le début du Ramadhan. Selon elle, la majorité des familles concernées a déjà perçu son allocation. « L’opération sera finalisée avant le Ramadhan, à coup sûr », a-t-elle assuré, en soulignant la coordination entre les services du ministère, les collectivités locales et les acteurs associatifs. Ce programme repose sur un ciblage social jugé prioritaire par les autorités. L’identification des bénéficiaires s’effectue à travers les services sociaux communaux, sur la base de demandes exprimées par les ménages et d’enquêtes de terrain destinées à vérifier la situation réelle des foyers. L’objectif affiché est de garantir que l’aide parvienne effectivement aux familles les plus fragiles, tout en limitant les risques d’erreur ou de doublon. Les responsables du secteur mettent en avant une démarche fondée à la fois sur la rigueur administrative et le respect de la dignité des bénéficiaires.

Concernant le montant de l’allocation, fixé à 10 000 dinars par famille, Mme Oulmane a rappelé qu’il s’agit d’un appui ponctuel destiné à atténuer la pression des dépenses alimentaires et domestiques durant le mois sacré. « C’est une somme qui a été calculée pour améliorer la qualité de vie de ces familles », a-t-elle expliqué. Cette contribution s’inscrit dans les mécanismes de solidarité activés chaque année, mais avec une organisation plus anticipée et un encadrement renforcé cette fois-ci. Le dispositif ne se limite pas à l’aide monétaire. Il s’accompagne d’un vaste programme de restauration solidaire à travers les restaurants de la « Rahma », qui offriront des repas gratuits aux jeûneurs et aux personnes démunies. Plus de 2 200 autorisations d’ouverture ont déjà été accordées, après contrôle des conditions de salubrité et de sécurité, et ce chiffre pourrait encore évoluer à la hausse dans les prochains jours. Ces espaces sont présentés non seulement comme un soutien alimentaire, mais aussi comme des lieux de solidarité de proximité et de lien social, fortement animés par le mouvement associatif et les bénévoles. Dans le même esprit, le ministère coordonne également la distribution de dons en nature, notamment des denrées alimentaires collectées par des associations auprès de particu-

liers et d’opérateurs économiques. Cette action vise à mieux structurer la chaîne de solidarité et à orienter les aides vers les zones et les publics prioritaires. Les préparatifs du Ramadhan incluent par ailleurs une campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation alimentaire. Face aux habitudes d’achats excessifs observées durant ce mois, le secteur appelle à une consommation responsable et à la lutte contre le gaspillage. Des messages pratiques sont diffusés pour encourager une meilleure gestion des achats et des repas, afin de concilier esprit de solidarité et préservation des ressources. Dépassant l’urgence saisonnière l’urgence saisonnière, le ministère met aussi en avant la continuité de ses programmes d’accompagnement social. Un accent particulier est mis sur le soutien aux femmes rurales et aux personnes exerçant une activité à domicile, à travers des marchés solidaires destinés à valoriser leurs produits et à renforcer leur autonomie économique. Des actions spécifiques sont également maintenues en direction des personnes âgées, des enfants pris en charge dans les établissements spécialisés et des personnes sans domicile fixe, avec des équipes chargées du repérage et de l’orientation vers des solutions d’hébergement et de prise en charge.

MINISTÈRE DE L’ÉNERGIE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le ministre reçoit une délégation de la Société financière internationale

Le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, hier, une délégation de hauts responsables de la Société financière internationale (IFC), conduite par Ethiopis Tafara, vice-président chargé de la région Afrique. La rencontre, qui a eu lieu au siège du ministère de l’Énergie et des Énergies Renouvelables, a permis de discuter des moyens d’élargir les horizons du partenariat entre le secteur de l’énergie en Algérie et cette institution financière internationale, tant au niveau national qu’international, a indiqué le ministère dans un communiqué. Lors de son discours d’ouverture, auquel ont assisté des représentants du ministère des Finances et plusieurs cadres principaux du ministère, Dr. Mourad Adjal a souligné l’importance du secteur de l’énergie dans la réalisation du développement économique et social. Il a insisté sur l’expertise de l’Algérie à travers ses entreprises, ses institutions et ses compétences nationales dans toutes les chaînes de valeur liées à l’énergie, allant

de la production à la distribution d’électricité et de gaz, en passant par les industries électriques, la formation et l’ingénierie. Il a également rappelé les efforts de l’État algérien pour investir dans les énergies renouvelables et les énergies propres, en citant le projet de production de 15 000 MW à l’horizon 2035, un projet pris en charge par le secteur. Ces éléments ont été présentés par le ministre comme des indicateurs importants confirmant la position de l’Algérie en tant que partenaire fiable pour soutenir le développement énergétique en Afrique. De son côté, M. Ethiopis Tafara, a exprimé l’intérêt de son institution pour explorer les possibilités de coopération et de partenariat avec le secteur de l’énergie et des énergies renouvelables, en mettant l’accent sur deux axes principaux de collaboration, tant au niveau national qu’international. Il a proposé un projet de partenariat dans le domaine du développement de la production d’électricité à partir de l’énergie éolienne. Concernant le continent africain, il a suggéré de met-

tre à profit l’expertise algérienne pour favoriser le développement énergétique en Afrique, un continent confronté à un déficit majeur en matière d’accès à l’électricité pour ses citoyens. Dans le même sillage, le ministre, Dr. Mourad Adjal, a réaffirmé l’engagement de l’Algérie à être un partenaire stratégique dans l’amélioration de l’accès à l’électricité en Afrique, soulignant les importantes réalisations de l’Algérie dans ce domaine grâce à ses compétences nationales. Il a insisté sur l’importance de concrétiser cette collaboration, devenue nécessaire, afin de réaliser un développement énergétique durable pour le continent africain. En conclusion de la réunion, un accord a été signé pour organiser des sessions de travail techniques réunissant des experts techniques et financiers des deux parties, afin de concrétiser un partenariat solide et efficace entre le secteur de l’énergie et des énergies renouvelables et la Banque Mondiale pour la région Afrique.

Synthèse Z R/Agence

TOURISME

Vers la livraison de 148 projets en 2026

Par Z R.

Le ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Mme Houria Meddahi, a annoncé l’entrée en exploitation de 74 projets d’investissement pour l’année 2025 au niveau national, dont 64 ont été mis en exploitation dans 12 wilayas côtières et 6 wilayas des hauts plateaux, avec une capacité d’accueil de 8 265 lits, créant ainsi 2 430 emplois. Pour l’année 2026, l’objectif est de livrer 148 projets touristiques, offrant 15 737 lits, répartis sur 14 wilayas côtières et 17 wilayas des hauts plateaux, créant ainsi 6 324 emplois, a indiqué la ministre qui s’exprimait samedi à l’occasion de la réunion annuelle d’évaluation avec les directeurs du Tourisme et de l’Artisanat de wilaya. Elle a ainsi précisé que ce plan fait partie du plan de travail 2026-2028, visant à atteindre 230 000 lits d’ici 2029. Lors de cette réunion, la ministre a également annoncé le lancement d’une formation pour les guides touristiques le 15 février 2026, à partir de la wilaya de Djanet. Elle a aussi informé les participants que le ministère a lancé une étude pour la construction d’un nouveau siège pour l’École Nationale Supérieure du Tourisme à Tipaza, prévue dans le cadre de la loi de finances pour l’année 2026. À cette occasion, la réunion a permis d’évaluer la saison estivale 2025, qui a connu une activité touristique intense, marquée par un grand afflux de citoyens et de la diaspora nationale à l’étranger. Cela a contribué à la relance du tourisme intérieur, avec l’ouverture de 462 plages pour la baignade, dont 14 nouvelles cette année, sans oublier les 42 plages modèles. Par ailleurs et pour une meilleure exploitation des plages, 306 plages ont été équipées de plans d’aménagement, et les plans d’aménagement des autres plages seront complétés en 2026. Mme Meddahi a souligné l’importance d’une gestion optimale des terrains touristiques, de leur protection contre toute forme d’occupation illégale et de la nécessité d’accélérer l’aménagement des zones touristiques pour les rendre disponibles sur la plateforme numérique de l’Agence Algérienne de Développement des Investissements, afin de faciliter l’accès des investisseurs au secteur touristique. Les chiffres ont montré qu’un total de 257 concessions touristiques ont été attribuées pour l’exploitation des plages, réparties sur 268 plages, conformément aux lois en vigueur.

SIDI BEL-ABBES

Des projets éducatifs en cours de réalisation en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027

La wilaya de Sidi Bel-Abbes connaît, actuellement, la réalisation de plusieurs projets de construction de structures et d'établissements éducatifs dans les communes de Sidi Bel-Abbes, Tilmouni et Sehala, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya.

La cellule d'information et de communication a précisé que ces projets ont fait, récemment, l'objet d'une visite d'inspection sur le terrain effectuée par le wali M. Kamel Hadji. Ils comprennent, notamment, le projet de réalisation d'une demi-pension au niveau du CEM Belkenadil, dans la commune de Sehala, ainsi que la construction d'une école primaire au quartier résidentiel 530/2.060 du pôle urbain de Tilmouni.

D'autres projets concernent également la réalisation d'écoles primaires au niveau du village El M'hadid, du quartier résidentiel 1.220 logements au quartier des Frères Adhane, ainsi qu'au quartier Es-Sakhra.

Le wali s'est également enquis de l'état d'avancement du projet de construction d'un lycée d'une capacité de 1.000 places pédagogiques au quartier résidentiel des 3.200 logements "AADL", l'un des projets importants visant à renforcer les infrastructures éducatives locales et à régler le problème de charge des élèves. Lors de ces visites, le wali a instruit les responsables concernés à veiller au respect des délais de réalisation et à la livraison de ces établissements scolaires, conformément au calendrier fixé entre le 31 mars et le 5 juillet 2026, afin d'assurer leur disponibilité pour la prochaine rentrée scolaire, tout en insistant sur le respect des normes de qualité en vigueur.

APS

MOSTAGANEM

4,4 milliards DA consacrés à l'amélioration du service public dans le secteur de l'électricité

Une enveloppe financière de l'ordre de 4,4 milliards de dinars a été allouée dans la wilaya de Mostaganem à des projets d'amélioration du service public dans le secteur de l'électricité, a indiqué, samedi, un communiqué des services de la wilaya.

Le secteur de l'énergie dans la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un montant global de 4,409 milliards de dinars destiné à la réalisation de plusieurs projets structurants liés au raccordement à l'électricité, ainsi qu'à l'amélioration et à la continuité du service public.

A ce titre, un réseau électrique de 27 km est en cours de réalisation pour le raccordement de 729 habitations situées à travers trois centres situés dans les communes de Hassi Mameche et Nekmaria. Le taux d'avancement des travaux a atteint 20 pourcent dans les villages Ouled Djelloul 1 et 2, et 95 % dans le village Ouled Bourahla.

Les projets comprennent également la réalisation de 5 départs moyenne tension, 59 départs basse tension au profit de plusieurs pôles urbains, ainsi que 77 transformateurs électriques, souterrains et aériens, afin d'améliorer la qualité du service dans l'ensemble des zones et communes, ajoute la même source.

Parallèlement, une vaste opération de remplacement des anciens câbles électriques souterrains a été lancée, couvrant près de 20 km, pour un coût financier dépassant 188 millions de dinars. Concernant la préparation de la prochaine saison estivale, une enveloppe de 418 millions de dinars a été consacrée afin de garantir la satisfaction de la de-

mande croissante en électricité durant cette période, a-t-on indiqué.

S'agissant du raccordement de la zone industrielle d'El Bordjia à l'électricité, les travaux de réalisation du transformateur électrique, doté d'un budget de 2,1 milliards de dinars, ont atteint 100 % pour le génie civil et 70% pour l'installation. La mise en service du transformateur est prévue au cours du deuxième trimestre de l'année en cours, parallèlement à l'achèvement des travaux des lignes électriques à haute tension (60 volts), dont l'état d'avancement varie entre 10 et 67 %, selon les mêmes services.

APS

SÉTIF / SANTÉ PROFESSIONNELLE

Des ateliers de formation pour près de 100 travailleurs du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Des ateliers de formation ont été organisés samedi à Sétif au profit de près de 100 travailleurs du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans le cadre de l'ultime jour des deuxièmes journées nationales de la santé professionnelle.

Dans une déclaration à l'APS à l'occasion, Pr. Aïssa Boukraa, spécialiste en médecine du travail au CHU Mohamed -Abdennour Saâdna de Sétif, a indiqué que ces ateliers ont été réservés aux travailleurs, étant le premier maillon en contact direct avec le produit alimentaire afin d'endiguer les risques professionnels et de garantir la sécurité du produit et la santé du consommateur.

Le choix du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour être le thème de cette manifestation ouverte vendredi " n'est point

fortuit et a été motivé par son importance pour la sécurité alimentaire et le fait que c'est l'un des secteurs les plus exposés aux risques et aux maladies professionnelles ", a-t-elle ajouté.

Pr. Boukraa a également relevé que ce secteur économique stratégique est caractérisé par sa diversité et la multiplicité de ses filières dont l'industrie des fromages et dérivés du lait, la transformation des céréales, l'emballage et l'extraction des huiles d'où la nécessité d'attacher un intérêt particulier aux conditions de travail et de sécurité professionnelle dans les différentes unités productives.

Les participants à ces ateliers ont reçu des explications sur les divers risques professionnels liés à l'activité agricole et aux industries agroalimentaires et les méthodes de préven-

tion ainsi que sur les mesures de sécurité et de santé professionnelle et sur la manipulation des équipements et matières utilisées afin de réduire les risques d'accident de travail et de maladies professionnelles.

Placées sous le slogan " le secteur agricole et alimentaire, de l'identification des risques à la prévention" , ces journées ont été organisées dans un hôtel de la ville et une école privée de formation paramédicale à l'initiative du service de médecine de travail du CHU Mohamed - Abdennour Saâdna dans l'objectif d'inculquer la culture de la prévention et d'améliorer les conditions de sécurité et de travail dans le secteur agricole et alimentaire, selon les organisateurs.

APS

IN-GUEZZAM

Diverses opérations de modernisation sur la RN-1

Une série d'opérations de modernisation et de viabilisation du réseau routier de la wilaya d'In-Guezzam sont en cours de concrétisation sur la RN-1, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Susceptibles de désenclaver les régions et d'améliorer le trafic routier dans cette wilaya de l'extrême Sud

du pays, ces projets consistent en la modernisation en cours de plusieurs tronçons de la RN-1, sur un linéaire global de 209 km, répartis en lots de 10 à 15 km, avec un délai de 12 mois, a-t-on précisé en signalant que ces lots sont entre 19 et 69% d'avancement des travaux.

A cette opération, vient s'ajouter un projet de modernisation de 570 km

de la RN-1, confié à la direction des travaux publics (DTP) de la wilaya voisine de Tamanrasset, et dont les travaux sont à des stades d'avancement oscillant entre 35 à 70%.

Lors d'une récente inspection des opérations en cours, le wali d'In-Guezzam, Nouredine Rafsa, a appelé, les différents intervenants dans ces projets (DTP, entreprises de réa-

lisation et laboratoire de travaux publics), à livrer ces projets dans les délais, au regard de l'importance stratégique et socio-économique de la RN-1, un axe névralgique pour les régions du Grand Sud du pays, en termes de désenclavement et de circulation des personnes et des marchandises.

Le wali d'In-Guezzam a instruit éga-

lement les responsables à republier l'appel d'offre du projet d'un tronçon de 109 km, en vue de le réaliser dans les plus proches délais et répondre aux préoccupations des usagers de cette route, qui ont longtemps souffert de son état de dégradation.

APS

TLEMCCEN

Plus de 150 examens médicaux effectués par une caravane médicale dans la commune d'Ouled Mimoun

Plus de 150 examens médicaux ont été effectués, samedi, au profit des citoyens de la commune d'Ouled Mimoun, dans la wilaya de Tlemcen, par une caravane médicale organisée par le bureau de wilaya de l'Association algérienne de la qualité dans le domaine de la santé, ont indiqué les responsables de l'association. Le délégué du bureau national de l'association, Kheither Toufik, a souligné dans une déclaration à l'APS que cette caravane médicale a été organisée en coordination avec l'Etablis-

sement public de santé de proximité et la Maison de jeunes de la commune d'Ouled Mimoun. Elle vise à assurer des examens médicaux et à fournir des orientations sanitaires aux citoyens en prévision du mois de Ramadhan.

Ces examens ont été réalisés par une équipe spécialisée dans le diabète, la pédiatrie, la chirurgie générale, la neurochirurgie, la réanimation médicale et la médecine interne, en plus de spécialistes en imagerie médicale, en rééducation thérapeutique et de psychologues.

Des imams ont également pris part à cette initiative en prodiguant des conseils et des orientations religieuses et sanitaires spécifiques au mois de Ramadhan, selon la même source.

Avant l'organisation de cette caravane médicale, des rendez-vous préalables ont été fixés pour les patients souhaitant bénéficier des examens, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération. Celle-ci a également fait l'objet d'une annonce via les réseaux sociaux et les pages officielles de la Maison de jeunes et de l'Eta-

blissement public de santé de proximité d'Ouled Mimoun.

A noter que l'Association algérienne de la qualité dans le domaine de la santé, dont le siège est situé dans la wilaya de Sétif, a été fondée en 2022. Son bureau de wilaya à Tlemcen active dans l'organisation de caravanes médicales, de journées de sensibilisation et de prévention, et contribue à l'amélioration de la qualité des services de santé offerts aux citoyens.

APS

Une nouvelle stratégie de croissance pour les pays en développement

Selon les économistes Dani Rodrik et Joseph Stiglitz[1], il y a peu, la communauté du développement s'accordait sur le fait que, quel que soit le moyen d'y parvenir, l'industrialisation orientée vers l'exportation constituait la voie à suivre. Ce consensus a été ébranlé par les récentes mutations technologiques qui ont rendu la production manufacturière plus exigeante en compétences et en capitaux – et de moins en moins absorbante en main-d'œuvre. Ce qui a atténué l'avantage comparatif des pays non développés et a transformé les secteurs manufacturiers formels, compétitifs à l'échelle mondiale, en secteurs « enclaves ». Ces secteurs enclavés ne pouvaient plus employer la main-d'œuvre peu qualifiée et excédentaire de ces économies.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Les riches des secteurs enclavés peuvent partager une partie de leurs tâches, mais ne sortiront pas de leur enclavement, ils amélioreront leur productivité, ce n'est pas négligeable, mais ce n'est pas suffisant. Comme c'est le cas, l'informel s'impose au reste de l'économie, le dualisme est de règle. La transformation du système de paiements par le paiement mobile peut transformer le marché, il peut permettre d'inclure des exclus du marché. Transformer le marché, en faire un marché inclusif, là est la véritable tâche. Aussi, pour ces sociétés, la véritable question est comment l'informel peut-il devenir source d'innovations sociales et organisationnelles pour leur éviter une fragmentation suicidaire ? Comment des riches dont le travail peut être largement partagé peuvent émerger et se substituer aux anciens dont le travail reste enclavé pour constituer les noyaux de l'économie ? Quelles associations productives les politiques publiques pourront-elles faire émerger de l'informel ? La stratégie préconisée par Dani Rodrik et l'approche de Daron Acemoglu restent pertinentes si elles s'installent dans l'informel, si elle ne considère pas l'informel comme sa marge : quel travail peut y émerger qui puisse être partagé ? C'est de l'informel qu'il faut faire émerger le formel plutôt que de vouloir soumettre l'informel à un formel qui a fait ses preuves ailleurs, mais piétine chez soi. Il faut rétablir la dialectique non dichotomique du formel et de l'informel. Le droit ne doit pas précéder l'expérimentation, il doit la suivre. En Chine on expérimente d'abord localement et on érige ensuite en exemple la réussite, on étend alors l'expérience comme pour généraliser l'expérience réussie, mais pas comme on applique une loi en Occident. On ne passe pas du local au global, de l'exemple à la loi, pour aller de nouveau au local, appliquer la loi, on passe d'un local à un autre local, qui de l'exemple pris plutôt que de la loi appliquée, sortira un résultat au moins identique et au mieux différent que l'on espérera enrichissant. On ne sort pas de l'expérience, on passe d'une expérience à une autre, après avoir modélisé ou théorisé. Le rapport chinois au monde est particularisé, on ne peut savoir disent-ils qu'après avoir essayé. Le savoir n'est pas dissocié de l'action. On ne se donne pas le monde, on dialogue avec lui. Le droit est toujours le résultat d'un état de fait, résultat que l'on porte à un certain niveau de généralité. Les Chinois expérimentent d'abord, puis de la réussite, ils

énoncent un modèle qui ne peut pas pendant accéder au statut d'une loi. On ne conçoit pas un principe détaché d'un état de fait, d'un contexte ou d'une multiplicité de contextes. Importe ce qui passe d'un état à un autre, sans penser qu'il puisse passer dans tous les états ou rester identique à lui-même.

Mimétisme et innovation

Copier les autres est une propension naturelle très développée chez les sociétés traditionnelles. De cette propension la Chine a fait un vecteur de la compétition. Elle a transformé le mimétisme, d'une faiblesse en une force. On imite le meilleur, ce qui fait avancer. L'objectif final n'est pas que la copie reste fidèle à l'original, mais celui de confronter un modèle à un contexte pour éprouver sa pertinence, une occasion pour expérimenter, soumettre à un contexte pour corriger et améliorer son résultat. Les Chinois ont copié le modèle d'Uber pour créer un nouveau marché, mais de la réussite de la copie, ils ont étendu l'usage. Ils ont innové en créant une application des applications (WeChat) et un paiement mobile (le téléphone comme instrument de paiement) pour développer un marché plus inclusif. Ils ont fait d'une faiblesse de leurs moyens de paiement une force en substituant aux cartes de crédit le paiement mobile. Ils imitent et innoveront pour ne pas être dépassés ; dans leur esprit on ne peut pas ne pas imiter, mais pour ne pas être dépassé, il faut innover. Avoir rattrapé pour se faire rattraper, c'est s'arrêter à mi-chemin. L'innovation doit succéder à l'imitation, l'innovation doit se protéger de l'imitation par une continue innovation. L'innovation n'a pas à être protégée par la propriété privée, elle doit servir la progression collective. Sous l'institution et la direction du PCC, cette féroce compétition les a conduits à innover et à mettre en place un nouvel écosystème marchand et industriel. Sous la bannière « entrepreneuriat et innovation de masse », le gouvernement chinois entreprit un effort historique pour orienter le développement des écosystèmes de start-up et l'innovation technologique vers la production de masse. Le marché laissé à lui-même obéit aux mouvements de la richesse, il se concentre, s'il ne peut pas s'étendre. On peut dire que le marché est alors le marché des riches qui déterminent les offres et les demandes. Il intègre, inclut et/ou désintègre, exclut. Ce sont les préférences des riches qui déterminent la demande. Et plus ils sont riches, plus ils pèsent sur le marché en matière d'offres et de demandes. Un marché laissé à lui-même obéit à l'argent qui lui-même

n'obéit qu'à l'argent. Les riches ne pensent alors qu'à s'enrichir davantage, qu'à leur compétition, ils ne pensent à partager la richesse que si le partage leur permet de s'enrichir. Et c'est sur cette ligne de crête que peut se tenir un Etat social : encourager la richesse enrichissant les autres, la richesse doit s'accroître et ruisseler d'un bout à l'autre de la société. Et cela du point de vue du partage du travail, partage du travail d'un bout à l'autre de la société.

Les Chinois prennent les choses par le bout de la numérisation, le développement technologique, la déprolétarianisation (l'association du travail et du savoir) pour remonter le cours de la prolétarianisation (la dissociation du savoir et du travail). La société traditionnelle est exemplaire de ce point de vue : le crédit du riche tient dans ses dépenses non personnelles. Notons que la richesse n'est pas seulement matérielle, elle est dans le savoir, savoir-faire et savoir-être, la capacité d'adaptation de la société, sa puissance et sa résilience. Une société véritablement riche est une société puissante de son savoir, une société que les défis ne peuvent défaire. Ce qui peut opposer deux sociétés ce sont les tendances à partager le savoir et la tendance à le monopoliser. Il faut permettre au savoir-faire mondial de se déverser dans la société, pour qu'elle puisse le mettre à l'épreuve. Il faut encourager les échanges d'expérience, la compétition ne doit pas exclure la coopération. On ne sait ce qui peut passer d'une expérience à une autre.

Si, lors de la campagne « entrepreneuriat et innovation », les objectifs furent édictés à Pékin, leur application fut l'œuvre d'une nuée de maires et de fonctionnaires à travers tout le pays. L'avancement de ces derniers au sein de la bureaucratie d'État repose sur des évaluations de performances conduites par leurs supérieurs, en l'occurrence le département des ressources humaines du Parti communiste. Aussi, dès que le gouvernement central fixe un objectif clair, on voit partout d'ambitieux fonctionnaires subalternes s'y consacrer corps et âme. Ce coup de force a entraîné bien des gaspillages au niveau local – des incubateurs restés vides, des « avenues de l'innovation » construites à perte –, mais, à l'échelle du pays entier, l'impact a été phénoménal[5]. Sans essayer, on ne peut pas savoir. Pour gagner, il faut accepter de perdre, tous les essais ne peuvent se transformer en réussites. S'il faut avoir des gages de réussite avant d'expérimenter, comme dans un capitalisme sans capital risque, le savoir mondial et la société ne peuvent pas être mis à

l'épreuve. Expérimenter c'est donc accepter des pertes, mais aussi des surproductions. Aussi ne s'agit-il pas simplement d'adapter un savoir-faire mondial, il faut innover de sorte que l'innovation puisse s'exporter. Start-up et capital-risque ne peuvent être la seule affaire du privé, innover et exporter sans une politique publique conséquente et un leadership, n'ont aucune chance.

Robotisation générale

Les sociétés est asiatiques manifestent une tendance générale du cours mondial, celle d'une robotisation générale des opérations humaines, apparemment sans grand souci des problèmes de l'énergie que cela pose et de la polarisation du marché du travail que cela peut induire. Du point de vue occidental cela s'apparente à un optimisme technologique. Mais ce que ce point de vue oublie, c'est que la Chine n'envisage pas seulement le rapport de substitution des non-humains aux humains, mais simultanément leur rapport de complémentarité. Elle a comme confiance dans sa capacité à intégrer les non-humains dans son système social, autrement dit, que la régulation sociale et politique permettra une substitution et une complémentarité la plus cohérente possible. Les humains ne sont pas au-dessus des non-humains et ne craignent pas de se retrouver en dessous. Ces sociétés ne sont pas complètement imprégnées de la grande division occidentale de la Société (liberté) et de la Nature (nécessité). La société est une bonne ou une mauvaise association d'humains et de non-humains, une association symbiotique ou dichotomique. Cette représentation est en train de gagner l'Occident, mais pour accentuer ses dichotomies. Certains Occidentaux pensent qu'il faut aller plus vite que la Chine pour ne pas être dépassés, mais pour cela il ne faut plus se soucier d'égalité et de démocratie. Car la robotisation de la production et de la guerre peut conduire à une autorégulation de la production (usine intelligente) et de la guerre (armes autonomes). Une telle robotisation conduirait à reproduire la dichotomie Société et Nature, mais en inversant globalement le rapport de domination des humains et des non-humains : la liberté et l'intelligence changeant de camp : d'une part des humains atomisés et de l'autre des robots devenus intelligents formant société, une pure société technologique.

(A suivre)

Notes

[5] Kai-Fu Lee. Ibid.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

FITA 2026

La Tunisie, porte d'entrée de l'investissement africain

La Tunisie se prépare à accueillir un événement économique majeur : la 9e édition du Forum international de financement de l'investissement et du commerce en Afrique (FITA 2026), prévue les 28 et 29 avril 2026 à Tunis. Organisé par le Conseil d'Affaires Tuniso-Africain (TABC), cet événement annuel réunit des participants de plus de 65 pays, consolidant le rôle de la Tunisie comme hub d'investissement continental.

Un rendez-vous stratégique pour l'Afrique

Le FITA 2026 mettra l'accent sur des secteurs prioritaires tels que les sciences de la vie, l'agriculture, les technologies numériques et les énergies renouvelables. Plus de 3 000 participants sont attendus, incluant entrepreneurs, investisseurs et institutions financières publiques et privées. Des ateliers pratiques et des rencontres B2B favoriseront les partenariats commerciaux concrets. La précédente édition, en mai 2025, avait déjà catalysé le développement économique africain sous le thème « Accélérer la transformation de l'Afrique », prouvant l'impact durable de ce forum.

La Tunisie, porte d'entrée vers les marchés africains

Avec des échanges commerciaux dépassant les 6 milliards de dinars tunisiens avec le continent, la Tunisie renforce sa position de partenaire économique clé. Anis Jaziri, président du Conseil des affaires tuniso-africaines, souligne que « ce forum approfondira les collaborations dans le tourisme et l'investissement, capitalisant sur le potentiel du marché tunisien ». L'événement offrira des opportunités uniques pour signer des accords bilatéraux, soutenant ainsi la croissance locale face aux défis régionaux. Outre les sessions plénières, des programmes annexes permettront d'explorer les opportunités d'investissement en Tunisie. Les entreprises et institutions sont invitées à s'inscrire dès maintenant via le site officiel du Conseil. Ce rendez-vous positionne la Tunisie en fer de lance de l'intégration économique africaine, attirant des capitaux et renforçant les synergies intercontinentales. Dans un contexte de reprise post-pandémique et de tensions géopolitiques, le FITA 2026 apparaît comme un levier essentiel pour l'émergence économique africaine. La Tunisie, par son expertise logistique et son emplacement stratégique, est idéalement placée pour orchestrer ce dialogue panafricain. Les observateurs s'attendent à des annonces majeures en matière de projets d'infrastructure et de transferts technologiques.

Agence

EGYPTE

AD Ports obtient un financement de 115 millions de dollars pour développer le terminal de Safaga

Le projet, qui s'étend sur 810 000 mètres carrés, s'inscrit dans la continuité de l'accord signé en mars 2023 avec le ministère égyptien des Transports pour la gestion de ce hub stratégique. Il devrait ainsi entrer en service au deuxième trimestre 2025, selon le groupe AD Ports.

Le groupe AD Ports a annoncé mardi 3 février la conclusion d'un accord de financement de 115 millions de dollars destiné au développement du terminal « Noatum Ports – Safaga » dans l'est de l'Egypte, dans un communiqué officiel. Ce financement, d'une durée de 15 ans, est piloté par la Société Financière Internationale (SFI) avec la participation de la National Bank of Kuwait (NBK) - Egypte. Le projet de 200 millions de dollars, situé sur la mer Rouge, constitue la première plateforme maritime internationale en Haute-Egypte. Le terminal de Safaga, qui s'étend sur 810 000 mètres carrés, s'inscrit dans la continuité de l'accord signé en mars 2023 avec le ministère égyptien des Transports pour la gestion de ce hub stratégique. Il devrait ainsi entrer en service au deuxième trimestre 2025, selon les déclarations du groupe AD Ports en 2023. « Le financement a déjà reçu toutes les approbations requises, et la clôture financière est prévue pour le premier trimestre 2026, sous réserve de la satisfaction des conditions préalables ha-

bituelles », a indiqué le communiqué. Mohamed Juma Al Shamisi, PDG d'AD Ports, a souligné que ce soutien financier est « une preuve de notre présence croissante et solidement établie en Egypte, qui constitue un marché stratégique au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales ». De son côté, Makhtar Diop, directeur général de la SFI, a mis en avant les retombées économiques attendues pour le pays. « Ce projet contribuera à renforcer la position de l'Egypte en tant que centre pivot du commerce, à réduire les coûts pour les entreprises locales et à créer des opportunités d'emploi de haute qualité », a-t-il déclaré. Ce qui permettra de réduire les émissions de carbone d'environ 50 000 tonnes d'équivalent CO2 par an, selon le groupe.

Capacités opérationnelles et expansion nationale

Le terminal disposera d'une infrastructure de pointe lui permettant d'augmenter sa capacité annuelle de manutention de

conteneurs à environ 450 000 unités équivalentes à 20 pieds (EVP), d'après AD Ports. Grâce à ses nouvelles infrastructures, le port sera en mesure de traiter 5 millions de tonnes de marchandises sèches, ainsi qu'un million de tonnes de cargaisons liquides, selon les déclarations du groupe AD Ports en 2023. Le groupe a récemment étendu son portefeuille avec un accord de 50 ans pour le développement de « KEZAD East Port Said », une zone logistique de 20 km² à l'entrée du Canal de Suez. En parallèle, le groupe émirati, qui détient déjà 19,3 % de la société Alexandria Containers and Cargo Handling, a manifesté son intention d'acquérir une part majoritaire afin de contrôler des terminaux clés en Méditerranée, notamment aux ports d'Alexandrie et de Dekheila. Avec des investissements couvrants désormais 10 ports maritimes et fluviaux, dont celui de Sokhna, AD Ports consolide sa position de partenaire majeur de l'Etat égyptien dans la modernisation de ses capacités logistiques et de transport.

SYRIE -ARABIE SAOUDITE

Signature de nouveaux accords d'investissement pour la reconstruction

Les projets portent notamment sur la création d'une compagnie aérienne commune, le développement des télécommunications et des infrastructures aéroportuaires, dans un contexte de retour progressif de la Syrie sur la scène économique régionale après la levée des sanctions américaines. Ryad et Damas ont signé samedi des nouveaux accords d'investissement pour relancer l'économie dévastée de la Syrie, incluant la création d'une compagnie aérienne commune et un projet d'un

milliard de dollars de développement des télécommunications. Les nouvelles autorités syriennes s'emploient à attirer les investissements pour reconstruire le pays, après une guerre civile de plus de 13 ans. Elles ont déjà signé une série d'accord, notamment avec des pays du Golfe, parmi lesquels l'Arabie saoudite, alliée d'Ahmed al-Chareh, le président de transition islamiste, qui a renversé le dirigeant syrien Bachar al-Assad en décembre 2024. Talal al-Hilali, chef de l'Autorité

syrienne d'investissement, a annoncé samedi devant la presse cinq accords entre les deux pays, dont l'un pour la création d'une compagnie aérienne low-cost syro-saoudienne» baptisée «Nas Syria». Il comprend aussi la construction d'un nouvel aéroport à Alep (nord de la Syrie) d'une capacité de 12 millions de passagers, ainsi que des travaux dans l'aéroport existant. Un projet baptisé SilkLink vise à développer «les infrastructures de télécommunications et la connectivité numérique» en Syrie, a-t-il

encore détaillé. Il est doté d'une enveloppe «d'environ 1 milliard de dollars», a indiqué le ministre syrien des Télécommunications, Abdulsalam Haykal. Un autre accord porte sur le dessalement de l'eau et la coopération au développement. Le ministre saoudien de l'Investissement, Khaled el-Faleh, a en outre évoqué le lancement d'un fonds d'investissement pour «des projets majeurs en Syrie avec la participation du secteur privé» (saoudien). L'enjeu est de «construire un partenariat stratégique», a-t-il résumé.

MARQUANT UN LÉGER REcul DE SON SECTEUR PRIVÉ NON PÉTROLIER

L'indice PMI de l'Egypte passe sous les 50 en janvier

Ce recours aux réserves de commandes, couplé à des capacités de production excédentaires, a entraîné une phase de prudence sociale et l'Egypte a enregistré sa plus forte baisse d'effectifs depuis la fin de l'année 2023 dans les secteurs cibles. L'indice PMI (indice des directeurs d'achats) de l'Égypte, qui mesure la santé de ses secteurs manufacturier et des services, a enregistré un léger deuxième recul en janvier 2026, s'établissant à 49,8 contre 50,2 en décembre, selon un rapport de S&P Global publié mardi 3 février. La surcapacité a contraint les entreprises à réduire leurs effectifs, ce qui représente la baisse la plus marquée de l'emploi depuis fin 2023. L'activité d'achat a également ralenti, a expliqué le rapport.

Un indice supérieur à 50 signale une expansion, tandis qu'une valeur inférieure indique une contraction, les données présentées ici étant fournies sous licence par S&P Global. Même si sa dernière valeur est inférieure au seuil critique de 50 et marque une légère détérioration de la conjoncture hors pétrole, le rapport met en avant la résilience notable de l'Egypte : l'activité commerciale du secteur privé non pétrolier en Égypte a ainsi continué à progresser pour le troisième mois consécutif, prolongeant ainsi sa plus longue période de croissance depuis la fin de l'année 2020. Cette dynamique a été principalement portée par une demande étrangère robuste, qui a soutenu l'activité des entreprises exportatrices malgré un ralentissement plus marqué des ventes sur le

marché intérieur. Face à cette demande intérieure atone, les entreprises ont ajusté leur stratégie en se concentrant sur l'écoulement de leurs carnets de commandes existants. Ces derniers ont diminué au rythme le plus rapide observé depuis près de trois ans. Ce recours aux réserves de commandes, couplé à des capacités de production excédentaires, a entraîné une phase de prudence sociale : le secteur a enregistré sa plus forte baisse d'effectifs depuis la fin de l'année 2023. Parallèlement, l'activité d'achat d'intrants a également ralenti, reflétant une gestion prudente des stocks par les chefs d'entreprise. Les pressions sur les coûts étant restées modérées, la hausse lente des prix des intrants a permis aux entreprises de baisser leurs prix de vente pour la pre-

mière fois depuis mi-2020. Malgré ce ralentissement, le climat des affaires est resté prudemment positif, les entreprises anticipant une amélioration progressive de la demande au cours de l'année à venir, précise le rapport. L'indice PMI S&P Global Egypt est un indicateur composite essentiel pour évaluer la santé du secteur privé non pétrolier. Il repose sur une enquête menée auprès de 450 entreprises issues de l'industrie, des services, de la construction et du commerce de détail. Le calcul final est une moyenne pondérée de cinq indicateurs clés : les nouvelles commandes (30 %), la production (25 %), l'emploi (20 %), les délais de livraison des fournisseurs (15 %) et les stocks d'achats (10 %).

Agence

HYDROCARBURES

Le golfe de Guinée redevient une zone d’exploration clé pour les majors pétrolières

Découvertes récentes et réformes relancent l’exploration offshore dans le Golfe de Guinée. Les majors pétrolières acquièrent des blocs dans la région pour renouveler leurs réserves, malgré des défis techniques et de rentabilité.

Les majors du secteur pétrolier renforcent leur présence dans le Golfe de Guinée, motivées par des découvertes en mer et des réformes réglementaires. Cette dynamique s’inscrit dans un contexte de demande énergétique plus soutenue que prévu. Les compagnies sont mues par la nécessité de renouveler leurs réserves, car au rythme actuel d’exploitation, leurs stocks commerciaux pourraient être épuisés d’ici 20 ans en moyenne, d’après Woodmack. Or, la demande mondiale d’hydrocarbures pourrait continuer d’augmenter jusqu’en 2050, selon l’Agence internationale de l’énergie (AIE). Chevron, TotalEnergies, Shell et Eni figurent ainsi parmi les majors qui ont récemment acquis de nouveaux blocs d’exploration du Sénégal à l’Angola. Selon S&P Global Commodity Insights, environ 11 % des hydrocarbures découverts dans le monde depuis 2020, soit près de 8,7 milliards de barils équivalent pétrole, se situent le long des côtes du Golfe de Guinée, principalement sous forme de pétrole brut. Cette tendance marque un retour en force de la région dans les stratégies d’exploration des grands groupes énergétiques. Elle s’explique par une volonté des majors de reconstituer leurs portefeuilles d’actifs après plusieurs années de discipline financière et de réduction des dépenses d’exploration. La croissance de la production américaine de pétrole de schiste montre des signes de plafonnement, ce qui les pousse à rechercher de nouveaux relais de production dans des zones encore partiellement sous-explorées. Le Golfe de Guinée est l’une des rares régions combinant potentiel géologique significatif et accès à l’offshore profond.

Un repositionnement stratégique dans l’offshore africain

TotalEnergies s’est illustré comme l’acteur international le plus actif, en finalisant en 2024 de nouveaux contrats de partage de production au Nigeria, en République du Congo et au Liberia. Shell est, pour sa part, revenu en Angola après vingt ans d’absence, y acquérant des participations dans deux blocs offshore non développés. Chevron a fait son entrée dans le bassin MSGBC qui couvre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée, en obtenant deux blocs au large de la Guinée-Bissau. « Cela vient simplement compléter un portefeuille déjà solide de blocs d’exploration que nous avons le long de la côte ouest-africaine, une zone extrêmement prolifique », a déclaré Liz Schwarze, vice-présidente de l’exploration chez Chevron. Azule Energy, la coentreprise entre Eni et BP, a de son côté foré le premier puits d’exploration spécifiquement gazier en Angola, révélant un potentiel estimé à plus de 1000 milliards de pieds cubes de gaz et jusqu’à 100 millions de barils de condensats. Les réformes engagées par certains États de la région ont également contribué à relancer l’intérêt des investisseurs. En Angola, un décret présidentiel adopté fin 2024 a introduit des ajustements fiscaux et contractuels visant à rendre les blocs matures plus attractifs et à stimuler l’exploration. Le pays s’est parallèlement retiré de l’OPEP afin de ne plus être contraint par des quotas de production, ce qui lui offre davantage de flexibilité pour développer de nouveaux projets. Le Nigeria a quant à lui acté de nouvelles incitations fiscales pour le pétrole et le gaz, afin d’attirer davantage de grandes compagnies dans son offshore. Le

géant africain a lancé en décembre 2025 un appel d’offres pour 50 blocs.

Découvertes majeures, mais limites techniques persistantes

Le Golfe de Guinée concentre désormais certaines des découvertes les plus importantes en Afrique. L’offshore namibien, qui se trouve à la frontière maritime de la zone et qui dispose de réservoirs gaziers similaires à ceux de l’Angola, totalise aujourd’hui environ 6,2 milliards de barils équivalent pétrole de ressources découvertes et récupérables, devant la Côte d’Ivoire, l’Angola et le Nigeria, selon S&P Global Commodity Insights. TotalEnergies y développe le projet Venus et détient une participation de 40 % dans le champ Mopane, estimé à au moins 10 milliards de barils. Malgré ces perspectives, les contraintes techniques demeurent importantes. Les forages en eaux très profondes, la complexité géologique et les coûts d’infrastructures pèsent sur la rentabilité des projets. Shell a ainsi enregistré une dépréciation de 400 millions USD sur une découverte en Namibie, tout en confirmant son engagement dans l’exploration régionale. À moyen terme, la dynamique actuelle pourrait permettre au Golfe de Guinée de stabiliser, voire d’augmenter sa production d’hydrocarbures dans les années à venir. La poursuite de cette trajectoire passera par le maintien d’un cadre réglementaire attractif par les États, et par la transformation des découvertes récentes en projets commercialement viables par les compagnies.

Agence

PRODUCTION BIOLOGIQUE

Le Togo amorce la mise en place d’un cadre de référence

Jusqu’à présent, la production bio au Togo évoluait dans un cadre peu formalisé, marqué par l’absence de normes nationales harmonisées. Au Togo, les acteurs du secteur de la production bio veulent se doter d’un référentiel avec des normes locales pour certifier leurs produits. Le document devrait à terme, donner aux producteurs nationaux un meilleur accès à la certification biologique. Le référentiel est en cours de validation, à la faveur d’un

atelier depuis le mardi 03 février 2026 à Lomé, sous l’égide de l’Association nationale de l’agriculture biologique au Togo (ANABIO-Togo) en collaboration avec la coopération allemande (GIZ). « Notre engagement a commencé depuis 2020 où nous avons avec les acteurs, réfléchi sur comment définir nous-mêmes un cadre de production et de commercialisation des produits identitaires togolais dans le dispositif Bio-SPG (une norme togolaise reconnue à l’inter-

national, ndlr) », explique Dr Combé K. Sélom Anani, président de l’Anabio-Togo. Pour la mise sa place, « nous avons travaillé avec les producteurs, les fermes agroécologiques. » Ce référentiel doit également accompagner les acteurs engagés pour l’agroécologie. Après sa validation, il donnera accès à la certification biologique pour les producteurs togolais et permettra de consommer davantage les produits locaux. Selon Dr Essot’na Héyou Bodjona,

directeur général de l’agence togolaise de normalisation (ATN), le document rassemble les exigences non seulement pour la production biologique, mais aussi spécifiquement pour la production végétale et la production animale, la gouvernance, notamment. Notons les travaux de Lomé font suite à des échanges initiaux dans d’autres localités du pays, notamment Atakpame, Kpalimé et Sokodé.

Agence

Le pays veut lever 2,6 milliards \$ sur le marché financier de l’UEMOA pour 2026

Avec un calendrier d’émissions planifié au trimestre, le Mali ambitionne de lever 1450 milliards FCFA en 2026 via des bons et obligations du Trésor. Après les 1193 milliards FCFA mobilisés en 2025, le pays continue de recourir au marché régional. Le Mali a officiellement lancé le vendredi 6 février son calendrier d’émissions de titres publics pour l’année 2026, avec un objectif de 1450 milliards FCFA (environ 2,61 milliards USD) à mobiliser sur le marché financier régional de l’UEMOA. Cette démarche illustre le recours régulier de l’État aux instruments

de marché pour financer son budget à travers des opérations planifiées. Le montant annuel sera levé progressivement selon un calendrier trimestriel : 340 milliards FCFA au premier trimestre, 400 milliards au deuxième, 430 milliards au troisième et 280 milliards au quatrième. Cette programmation vise à améliorer la visibilité du Trésor auprès des investisseurs et à faciliter la planification de leurs placements. Les émissions porteront principalement sur deux instruments, à savoir les bons du trésor, utilisés pour les besoins de trésorerie à court terme, et les obligations du trésor,

destinées à des financements à moyen et long terme. Les opérations seront réalisées par adjudication, ou selon les cas, par appel public à l’épargne. Les rendements dépendront des conditions de liquidité du marché, de la maturité des titres et du niveau de la demande au moment des émissions.

Un marché régional clé dans le financement de l’État malien

En 2025, le Mali a mobilisé 1193 milliards FCFA à travers 34 émissions,

confirmant l’importance du marché régional dans sa stratégie de financement. Les principales souscriptions ont été réalisées par des banques nationales, dont la banque de développement du Mali (BDM-SA), la banque malienne de solidarité (BMS-SA) et la banque nationale de développement agricole (BNDA). Avec un objectif en hausse pour 2026, les autorités misent sur la régularité des émissions, la disponibilité de la liquidité bancaire et l’appétit des investisseurs pour assurer la réussite du programme.

R I.

SRC

Un bail annuel de 540 millions de FCFA par an épinglé par la Chambre des comptes

La Société de recouvrement des créances (SRC), entreprise publique détenue à 100 % par l’État, supporte une charge immobilière jugée disproportionnée au regard de ses moyens, selon la Chambre des comptes de la Cour suprême. Dans un audit couvrant la période 2018-2022, les magistrats relèvent que la SRC loue, pour ses services centraux, un immeuble à Bastos (Yaoundé) qui « présente un loyer mensuel particulièrement élevé de 45 millions de FCFA ». La Chambre des comptes précise que « la durée du bail de 5 ans représente un coût total de 2,7 milliards de FCFA ». Elle estime en outre que le contrat est défavorable, car il ne permet pas « une résiliation anticipée sans pénalités excessives ». Autrement dit, la SRC se retrouve liée à une dépense rigide, difficile à réduire en cas de tension budgétaire. Selon le rapport, cette charge locative « exerce une pression sur ses ressources et génère des pertes considérables ». Évaluée à 540 millions de FCFA par an, elle absorbe près du tiers du produit global d’exploitation de l’entité, qui atteignait 1,8 milliard de FCFA en 2022. La Chambre juge le coût de la location « disproportionné par rapport aux besoins réels et aux moyens financiers de la SRC », alors même que l’entreprise est chargée de sécuriser des recouvrements au profit de l’État.

R E.

POINT-MARCHÉS

Les actions et le bitcoin se redressent, les métaux précieux regagnent du terrain

L'indice MSCI des actions mondiales a progressé de 1,5 % vendredi, enregistrant ainsi sa plus forte progression depuis des mois, après avoir chuté lors de cinq des six séances précédentes, tandis que le bitcoin a également rebondi après une chute brutale et que les prix de l'or et de l'argent au comptant ont regagné un peu de terrain perdu.

Les prix du pétrole ont légèrement augmenté, les investisseurs surveillant les négociations entre les États-Unis et l'Iran et évaluant la possibilité d'un conflit au Moyen-Orient qui perturberait l'approvisionnement. Une reprise des actions à Wall Street a stimulé l'indice mondial, les investisseurs revenant sur les valeurs technologiques américaines .SPLRCT , en particulier les semi-conducteurs. Les actions du secteur technologique ont été massivement vendues au cours des trois dernières séances en raison des inquiétudes concernant les dépenses et les perturbations de la concurrence liées à l'essor de l'intelligence artificielle.

Le plan de dépenses d'amazon gonfle le total de l'intelligence artificielle

Les actions d'Amazon.com AMZN.O ont terminé en baisse de 5,6 % après l'annonce de plans de dépenses considérables jeudi en fin de journée, augmentant le total des dépenses en intelligence artificielle pour 2026 par Amazon, Microsoft MSFT.O , Alphabet GOOGL.O et Meta Platforms META.O à un montant estimé à 600 milliards de dollars. Le secteur technologique a également

été touché cette semaine par les inquiétudes concernant la perturbation de l'IA dans les secteurs des logiciels et des services de données. En ce qui concerne le rebond du S&P 500 vendredi, Robert Pavlik, gestionnaire de portefeuille senior chez Dakota Wealth à Fairfield, Connecticut, a souligné l'achat technique après que l'indice de référence a perdu du terrain au cours de six des sept dernières séances et que l'indice a atteint sa moyenne mobile à 100 jours. Cette situation a apporté un soutien supplémentaire, de même que le redressement du bitcoin et le fait que les investisseurs ont reconsidéré leurs craintes liées à l'intelligence artificielle. "Le marché semble s'être un peu emballé à la baisse et l'on assiste donc à un rebond des valeurs technologiques, industrielles et financières. Il s'agit d'un repli sain", a déclaré Pavlik, suggérant également que les investisseurs ont recalculé le moment où les perturbations causées par l'IA au secteur des logiciels se matérialiseraient. "La prise de conscience que ce n'est pas quelque chose qui se produit aujourd'hui a ramené un peu plus de sérénité sur le marché", a-t-il déclaré. Les gains les plus importants ont été

concentrés dans les fabricants de puces, l'indice des semi-conducteurs de Philadelphie .SOX se redressant de 5,7 % après trois pertes quotidiennes consécutives. L'indice S&P 500 des logiciels et services .SPLRCIS a terminé en hausse de 2,4% après avoir perdu plus de 17% au cours des sept dernières séances. A Wall Street , le Dow Jones Industrial Average .DJI a gagné 1 206,95 points, soit 2,47%, à 50 115,67, pour un record de clôture et son premier dépassement de la barre des 50 000. Le S&P 500 .SPX a gagné 133,90 points, soit 1,97%, pour atteindre 6 932,30 points, les secteurs de l'industrie, des biens de consommation courante et de l'énergie ayant clôturé à un niveau record. L'indice Dow Jones Transportation Average .DJT , sensible à la conjoncture, a également atteint un niveau record. Le Nasdaq Composite .IXIC a terminé en hausse de 490,63 points, soit 2,18%, à 23 031,21, pour son plus grand gain en une journée depuis la fin du mois de novembre. Sur la semaine, le Nasdaq a perdu 1,84%, le S&P 500 a reculé de 0,1%, mais le Dow Jones a progressé de 2,5%.

L'indice MSCI des actions mondiales .MIWD00000PUS a augmenté de 15,74 points, soit 1,53%, pour atteindre 1 042,98, enregistrant ainsi sa plus forte hausse en une journée depuis le mois de mai. Cependant, l'indice des actions de 47 pays affiche toujours une légère perte pour la semaine. Plus tôt, l'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a terminé en hausse de 0,89%, mais il a légèrement baissé pour la semaine.

Rebond des crypto-monnaies et des métaux précieux

Les crypto-monnaies ont réussi à se redresser fortement pour stopper une chute brutale pour l'instant après un effondrement jeudi , qui faisait partie d'une baisse plus importante qui a fait perdre 2 000 milliards de dollars de valeur au marché depuis le mois d'octobre. Bitcoin BTC= a gagné 10,79% à 69 909,01 \$. L'Ethereum ETH= a augmenté de 10,88 % à 2 047,77 \$. "On peut se demander si ce rebond se poursuit ou non. Cela a soulevé des questions sur le bitcoin en tant que réserve de valeur et sur la sécurité relative qu'il apporte, mais lorsqu'il rebondit, vous ne recevez pas les appels de marge que vous recevriez probablement lorsqu'il se vend", a déclaré Pavlik. En ce qui concerne les métaux précieux , l'or a progressé grâce à la chasse aux bonnes affaires, à un dollar légèrement plus faible et aux préoccupations persistantes concernant les négociations entre les États-Unis et l'Iran à Oman. L'argent s'est redressé après avoir atteint son plus bas niveau en un mois et demi. L'or au comptant XAU= a augmenté

de 3,93% à 4 957,39 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain GCc1 ont gagné 2% à 4 958,50 dollars l'once. L'argent au comptant XAG= a augmenté de 8,6% à 77,36 dollars l'once.

L'enquête montre une amélioration du moral des consommateurs Américains

Sur le marché des changes , l'indice du dollar, valeur refuge, a baissé alors que les actifs à risque ont rebondi. Un peu plus tôt, le billet vert avait réduit ses pertes après qu'une enquête américaine ait montré que le moral des consommateurs s'était légèrement amélioré au début du mois de février, malgré les inquiétudes persistantes concernant le marché de l'emploi et l'augmentation du coût de la vie. L'indice du dollar =USD , qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises comprenant le yen et l'euro, a baissé de 0,36% à 97,61, avec l'euro EUR= en hausse de 0,41% à 1,1823 \$. La livre sterling GBP= s'est renforcée de 0,67% à 1,3616 dollar après avoir chuté lors de la séance précédente. Mais face au yen japonais JPY= , le dollar s'est renforcé de 0,04% à 157,1, alors que les investisseurs surveillent les élections de dimanche , dans lesquelles la Première ministre Sanae Takaichi vise à renforcer sa majorité au Parlement. Dans les bons du Trésor américain , les rendements du Trésor américain à deux ans ont rebondi d'un plus bas de plus de trois mois avant le rapport de janvier sur les salaires retardés, qui fournira des indices sur la force du marché du travail la semaine prochaine.

Sur le front de la politique monétaire américaine, les opérateurs continuent de parier que la prochaine baisse des taux de la Réserve fédérale américaine aura lieu en juin, selon l'outil FedWatch du CME Group . Le rendement du billet à deux ans US2YT=RR , qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Fed, a augmenté de 1,3 point de base à 3,496%, contre 3,483% jeudi en fin de journée. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR a baissé de 0,4 point de base à 4,206%, tandis que le rendement des obligations à 30 ans US30YT=RR a baissé de 1 point de base à 4,853%. Les prix du pétrole ont légèrement augmenté. Le chef de la diplomatie iranienne a déclaré que les négociations nucléaires avec les États-Unis, sous la médiation d'Oman, avaient bien commencé et qu'elles allaient se poursuivre. Le pétrole brut américain CLc1 s'est établi en hausse de 0,41%, ou 26 cents, à 63,55 dollars le baril, et le Brent LCOc1 s'est établi à 68,05 dollars le baril, en hausse de 0,74%, ou 50 cents.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Février 2026
Valeur : 06 Février 2026

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6763	129.6913
1	EUR	EURO		153.4460	153.5026
1	GBP	POUND STERLING		178.0290	178.0985
100	JPY	JAPANESE YEN		82.8867	82.9228
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6926	18.6964
1	CHF	SWISS FRANC		167.0871	167.1926
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.1334	95.1653
1	DKK	DANISH KRONE		20.5457	20.5497
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.5887	14.5917
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4893	13.4939
1	AED	UAE DIRHAM		35.3024	35.3122
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5785	34.5843
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4723	424.6604
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5395	44.9871
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1508	14.1524
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4614	20.5663
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2591	3.2693
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.1821	178.1821

ESPAGNE

Pourquoi le gouvernement régularise 500 000 migrants sans papiers

Alors que les pays des deux côtés de l'Atlantique intensifient les expulsions de migrants sans papiers, en Espagne, le gouvernement défend la régularisation de centaines de milliers de travailleurs comme un moyen de leur offrir une protection juridique et d'apporter davantage de fonds à un système de sécurité sociale mis à mal par le vieillissement de la population.

Par R. I.

Le gouvernement socialiste espagnol s'apprête à régulariser la situation d'environ un demi-million de personnes qui vivent et travaillent actuellement sans papiers dans le pays. Les ressortissants étrangers sans casier judiciaire, arrivés avant la fin de l'année 2025 et pouvant prouver qu'ils vivent en Espagne depuis au moins cinq mois, pourront bientôt prétendre à un permis de séjour renouvelable d'un an. Les personnes qui ont demandé l'asile dans le pays avant le 31 décembre pourront également en faire la demande. La ministre de l'Immigration, Elma Saiz, a déclaré, mardi 27 janvier, que les demandes pourront être déposées entre avril et juin. Cette régularisation massive, la première en Espagne depuis plus de 20 ans, est née d'une proposition soutenue par les citoyens, signée par quelque 700 000 personnes et appuyée par des centaines d'organisations de la société civile, et également l'Église catholique.

Si la plupart des immigrants en Espagne ont un statut légal, l'économie florissante du pays a également attiré des centaines de milliers de personnes, pour la plupart en âge de travailler, venues du monde entier pour rejoindre l'économie informelle du pays. Les migrants sans papiers travaillent sur les chantiers de construction, dans les fermes, dans les magasins et les restaurants ou chez des particuliers, où ils font la cuisine, le ménage et s'occupent des enfants. La plupart de ces travailleurs proviennent des anciennes colonies du pays en Amérique latine et en Afrique du Nord, telles que le Venezuela, la Colombie, l'Équateur et le Maroc voisin. Et si les images de migrants escaladant les barbelés qui entourent les enclaves espagnoles en Afrique du Nord ou se dirigeant vers les îles Canaries dans des embarcations de fortune ont durablement marqué l'imaginaire collectif, la réalité est généralement moins dramatique. La plupart des migrants sans papiers sont des personnes entrées légalement en Espagne, qui ont

dépassé la durée de validité de leur visa et trouvent du travail au noir.

À contre-courant de la tendance

Cette décision contraste fortement avec le durcissement de l'approche envers l'immigration clandestine qui s'est répandu en Europe et aux États-Unis ces dernières années, à mesure que l'extrême droite a gagné du terrain. Malgré la baisse du nombre d'arrivées irrégulières, les États membres de l'Union européenne ont approuvé en décembre dernier des mesures migratoires plus sévères qui permettraient d'expulser les demandeurs d'asile déboutés vers des "centres de retour" ou vers des pays avec lesquels ils n'ont aucun lien. En France, les chiffres de l'année dernière montrent une augmentation du nombre d'expulsions, parallèlement à une diminution du nombre de migrants sans papiers parvenant à bénéficier d'un accès légal au marché du travail.

ALLOCATIONS, RETRAITES, ENTREPRISES

Le gouvernement durcit le ton contre la fraude

Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou se dit prêt à soutenir la suspension temporaire de prestations sociales ou d'allocations chômage lorsqu'une fraude est fortement soupçonnée. Cette position s'inscrit dans l'examen prochain, au Parlement, d'un projet de loi visant à renforcer l'arsenal de lutte contre les détournements de fonds publics. Adopté par le Sénat en novembre dernier, le projet de loi contre la fraude sociale et fiscale qui instaure de nouveaux moyens de détection, ainsi que des sanctions et obligations renforcées pour les entreprises et les bénéficiaires d'allocations, sera examiné par l'Assemblée nationale du 24 au

27 février. Dans un entretien au Journal du dimanche, Jean-Pierre Farandou, le ministre du Travail, s'est déclaré « favorable » à des « mesures conservatoires en cas de suspicion sérieuse de fraude », pouvant entraîner une suspension des allocations « le temps de l'enquête ». Renforcé par la droite sénatoriale, le texte prévoit notamment de nouveaux moyens de détection, des sanctions accrues pour les bénéficiaires et les entreprises, ainsi qu'un élargissement des pouvoirs de certains organismes publics, dont France Travail. Parmi les pistes discutées figure la possibilité de détecter le lieu de résidence à partir de données téléphoniques,

une mesure qui suscite déjà des interrogations sur le respect de la vie privée.

Une fraude évaluée à 14 milliards d'euros

Le ministre cible en priorité certaines fraudes, comme la perception d'indemnités chômage depuis l'étranger ou le versement de pensions à des personnes décédées. « Nos autorités consulaires devront, plusieurs fois par an, organiser des rendez-vous en présentiel pour s'assurer que les allocataires sont toujours en vie », explique-t-il. Il évoque également le recours à des outils biométriques sur smartphone pour vérifier l'identité des bénéfi-

ciaires : « des moyens (...) qui permettent d'identifier que la personne qui touche les prestations est bien celle qu'elle prétend être ». Côté entreprises, Jean-Pierre Farandou défend l'introduction d'une notion de « flagrance », autorisant le gel immédiat des comptes en cas de fraude présumée aux cotisations sociales - contre quinze jours aujourd'hui. « Certaines entreprises ont le temps de disparaître avec leur trésorerie », souligne-t-il. Le gouvernement a en revanche écarté, à ce stade, l'accès des enquêteurs aux listings de passagers aériens, un dispositif réservé pour l'instant à la lutte antiterroriste.

R. I.

BUDGET

Le Medef redoute des discussions «encore plus difficiles» à l'approche de la présidentielle

À peine le budget 2026 bouclé, le président du Medef, Patrick Martin, alerte sur la difficulté accrue des négociations budgétaires à venir pour 2027, dans un entretien au Parisien. Le budget 2026 à peine bouclé, le président du Medef Patrick Martin craint des discussions «encore plus» difficiles pour le budget 2027, compliqué par la perspective de l'élection présidentielle, selon une interview donnée samedi au Parisien. «On ne peut pas être optimiste car ce qui a déjà été très difficile dans le cadre des discussions budgétaires 2026 le sera encore plus à l'approche de la présidentielle», déclare Patrick Martin. Interrogé sur le risque que les entreprises «fassent les frais» de la loi de finance pour 2027, il répond: «Oui, je le crains», notamment vis-à-vis de la croissance et de l'emploi. Le président de la première organisation patronale se dit par ailleurs favorable à une baisse des aides aux entreprises en échange d'une diminution des impôts de production, en écho à une position prise plus tôt dans la journée par le Premier ministre Sébastien Lecornu dans un entretien à la presse régionale. «Le vrai débat serait d'aller plus loin demain dans la baisse des impôts de production, mais en contrepartie de la réduction des nombreuses subventions publiques aux entreprises. Cette année, personne n'était prêt à assumer ce choix, pas même ceux qui se disent libéraux...», a lancé M. Lecornu. «Nous sommes d'autant plus ouverts à cela que nous avons nous-mêmes proposé cet "effacement parallèle"», répond Patrick Martin. «Ceci apporterait lisibilité et simplicité mais (...) ça ne réglerait en rien le fait qu'à ce jour, net des compensations qu'elles reçoivent, nos entreprises sont bien les plus taxées au monde», tempère-t-il. Invité à dresser un bilan économique du second quinquennat du président de la République, Patrick Martin juge que, «sauf coup de théâtre d'ici l'an prochain, il n'y aura pas eu beaucoup d'avancées significatives pour les entreprises». Il salue comme seul point «positif» le fait que «les thèses que porte de longue date Emmanuel Macron au niveau européen sont en train de s'imposer sous la pression des événements». Patrick Martin fustige notamment la reconduction de la surtaxe de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises et la suspension de l'emblématique réforme des retraites de 2023, actée mi-décembre avec la loi de financement de la Sécurité sociale.

R. I.

EN ÉCHANGE D'UN RENONCEMENT AU PÉTROLE RUSSE

Trump lève les droits de douane sur les produits indiens

«L'Inde s'est engagée à cesser d'importer directement ou indirectement du pétrole» en provenance de Russie, selon un décret signé par le président américain. Donald Trump a décidé vendredi de lever les surtaxes douanières de 25% qu'il avait imposées sur les produits indiens, liées aux achats de pétrole russe par New Delhi, après l'accord commercial conclu dans la semaine entre les deux pays. «L'Inde s'est engagée à cesser d'importer directement ou indirectement du pétrole» en provenance de Russie, selon un décret signé par le président américain. Le gouvernement indien a également déclaré qu'il achèterait des produits énergétiques américains «et s'est récemment engagé dans un accord-cadre avec les

États-Unis visant à renforcer la coopération en matière de défense au cours des dix prochaines années», est-il précisé dans le décret. Les droits de douane supplémentaires prendront fin dans la nuit de vendredi à samedi (00h01 à Washington, 05h01 GMT). Ce décret intervient quelques jours après que Donald Trump a annoncé un accord commercial avec l'Inde, mettant fin à des mois de tensions et de bras de fer économique entre la première et la cinquième économie mondiale.

Rapprochement avec l'Inde

Selon le président américain, le premier ministre indien Narendra Modi a promis

de cesser d'acheter du pétrole russe en raison de la guerre en Ukraine. Lundi, le président américain a indiqué que les droits de douane sur les marchandises indiennes allaient baisser à 18%, contre un niveau «réciproque» de 25% actuellement. Selon un communiqué conjoint publié vendredi par la Maison-Blanche, l'accord prévoit également la suppression des droits de douane sur certains avions et pièces détachées. L'Inde a aussi notamment l'intention d'acheter pour 500 milliards de dollars de produits énergétiques, d'avions et de pièces détachées, de métaux précieux, ou encore de produits technologiques au cours des cinq prochaines années. Ce changement marque une réduction

significative des droits de douane américains sur les produits indiens, qui étaient encore de 50% à la fin de l'année dernière. Cet accord rétablit également les liens étroits entre Donald Trump et celui qu'il décrit comme «l'un de ses amis les plus proches». Ce niveau de 18% de droits de douane donne également aux exportateurs indiens un léger avantage sur le marché américain par rapport à leurs concurrents de la région, qui se sont vu imposer des surtaxes d'environ 19% à 20%, a déclaré cette semaine Wendy Cutler, de l'Asia Society Policy Institute.

BATTERIES DU FUTUR

L'innovation s'accélère grâce à l'IA

Développer une nouvelle batterie lithium-ion peut prendre des années de tests énergivores. Une équipe de l'Université du Michigan affirme avoir trouvé la parade : un système d'apprentissage automatique capable de prédire les performances sans passer par la case laboratoire.



Vous pensiez que concevoir une batterie se résumait à empiler des matériaux dans le bon ordre ? Détrompez-vous. Le véritable casse-tête commence après, lorsqu'il faut valider la durée de vie du prototype. Charger, décharger, recommencer jusqu'à épuisement : le processus actuel englutit des mois, voire des années. Une étude estime que les tests de batteries nécessiteraient 130 000 GWh d'électricité d'ici 2040, soit l'équivalent de la moitié de la production annuelle californienne.

L'IA pour court-circuiter les tests physiques

L'équipe de Jiawei Zhang, chercheur post-doctoral à l'Université du Michigan, a publié cette semaine dans Nature une méthode baptisée « Discovery Learning ». Le principe : exploiter les données collectées en début de vie d'un prototype pour anticiper ses performances futures, sans attendre qu'il rende l'âme. Le système s'articule autour de trois modules. Le premier sélectionne les prototypes les plus pertinents à

tester physiquement.

Le second analyse leurs premières cycles de charge en les comparant à l'historique des batteries existantes. Le troisième prédit la durée de vie finale, puis réinjecte ces prédictions dans le système pour affiner les choix suivants. L'astuce majeure ? Le modèle s'auto-alimente avec ses propres estimations plutôt qu'avec des mesures expérimentales complètes. Résultat revendiqué : 98% de temps économisé et 95% de coûts en moins par rapport aux méthodes classiques.

Des promesses à tempérer face aux limites du modèle

Le chiffre fait rêver les industriels, mais Chao Hu, professeur à l'Université du Connecticut, reste prudent dans son analyse publiée en accompagnement de l'étude. Le talon d'Achille du système réside dans sa dépendance aux données d'entraînement. Si un nouveau design s'éloigne trop des architectures de batteries déjà connues, les prédictions risquent de perdre

en fiabilité. Autre point d'interrogation : les conditions réelles d'utilisation.

Les batteries ne fonctionnent pas en laboratoire stérile, mais sous des températures variables et des charges électriques fluctuantes. Aucune validation terrain n'a encore été réalisée. Le marché des batteries pèse 120 milliards de dollars aujourd'hui et devrait atteindre 500 milliards en 2030. Même une économie marginale sur les coûts de développement peut basculer des milliards. Mais entre les prédictions d'un modèle et une batterie qui tient ses promesses dans votre smartphone ou votre voiture électrique, il reste un fossé que seuls des tests supplémentaires pourront combler.

La méthode s'appuie sur les fondations d'une étude de 2019 qui avait déjà montré qu'une IA pouvait prédire la longévité d'une batterie avec moins de 15% d'erreur. Cette fois, l'équipe pousse le concept plus loin en réduisant drastiquement le volume de données nécessaires. Reste à voir si l'industrie adoptera ce raccourci ou préférera la sécurité des protocoles traditionnels.

SELON BRUXELLES

TikTok est trop addictif

La Commission européenne a publié ses conclusions préliminaires : TikTok est bel et bien en violation du Digital Services Act par son design addictif. La plateforme risque une amende pouvant atteindre 6% de son chiffre d'affaires mondial et doit modifier son fonctionnement. L'enquête a été ouverte en février 2024 et les premières conclusions viennent de tomber. Les mécanismes qui ont fait le succès de TikTok violent le règlement européen sur les services numériques.

Un cerveau basculé en pilotage automatique

La Commission européenne identifie quatre fonctionnalités problématiques : le défilement infini, la lecture automatique des vidéos, les notifications push et le système de recommandation ultra-personnalisé. Pour Bruxelles, combinés, ces dispositifs créeraient un système



de récompenses constantes spécifiquement prévu pour maintenir l'utilisateur dans une boucle de consommation. Les recherches scientifiques mobilisées par l'enquête montrent que ce fonctionnement fait basculer le cerveau en "mode pilote automatique". L'algorithme propose en perma-

nence du contenu aligné sur les préférences de chaque utilisateur, générant une gratification immédiate qui pousse à scroller sans fin. En déclenchant des comportements compulsifs, cette mécanique réduirait le contrôle de soi. TikTok est pointé pour ne pas

avoir correctement évalué ces risques sur la santé physique et mentale de ses utilisateurs, particulièrement les mineurs et les adultes vulnérables. L'entreprise a ignoré des indicateurs pourtant évidents : le temps passé sur l'app la nuit par les jeunes, la fréquence d'ouverture quotidienne, ou d'autres signaux comportementaux.

Des outils inefficaces

Les outils actuels de TikTok ne répondent pas aux exigences du DSA. Les fonctionnalités de gestion du temps d'écran s'avèrent trop faciles à contourner et n'introduisent qu'une friction minimale. Il suffit d'un clic pour ignorer l'alerte et reprendre le défilement. Les contrôles parentaux sont toujours jugés un peu trop techniques pour la majorité des parents et chronophages à mettre en place pour être correctement paramétrés, ce qui réduit leur efficacité réelle.

Windows 11 met fin au support des vieux pilotes d'imprimantes

Microsoft a officiellement abandonné les pilotes d'imprimantes V3 et V4 en janvier 2026. Si votre périphérique dépend de ces architectures vieillissantes, il pourrait cesser de fonctionner du jour au lendemain. Reste à savoir si vous êtes dans le lot. Le couperet vient de tomber. Depuis le 15 janvier 2026, Windows 11 refuse d'installer ou de maintenir les pilotes d'imprimantes V3 et V4, ces vieilles architectures logicielles annoncées comme obsolètes en septembre 2023. Microsoft laissait donc plus de deux ans aux fabricants et utilisateurs pour migrer, mais visiblement, tout le monde n'a pas pris le train en marche. La mise à jour non sécuritaire KB5074105 de janvier marque le point de non-retour, et le déploiement s'étend progressivement aux versions 24H2 et 25H2. Pour certains utilisateurs, notamment dans les PME, les écoles ou les bureaux domestiques équipés de matériel ancien, l'addition risque d'être salée.

Une décision qui vise la sécurité autant que la performance

Les pilotes legacy ne sont pas juste « vieux », ils sont dangereux. Ces architectures logicielles représentent depuis des années une faille béante dans Windows. Les attaquants exploitent régulièrement les moniteurs de ports d'impression, qui peuvent charger du code malveillant via des DLL corrompues. Microsoft confirme que ces pilotes sont associés à des problèmes de stabilité chroniques et à des risques de sécurité élevés. En les supprimant, l'éditeur cherche à nettoyer une zone historiquement friable de son système d'exploitation. La firme de Redmond pousse désormais vers les protocoles modernes comme IPP (Internet Printing Protocol) et les imprimantes certifiées Mopria, qui ne nécessitent aucun pilote tiers. Plus de 120 millions d'appareils compatibles existent déjà sur le marché. Pour les autres, la recommandation officielle reste brutale : contactez le fabricant ou changez d'imprimante. Une pilule difficile à avaler pour ceux qui utilisent encore du matériel fonctionnel mais « trop vieux » aux yeux de Windows 11.

Qui est vraiment touché par cette rupture ?

Microsoft assure que la majorité des utilisateurs ne verra aucune différence, car les imprimantes récentes utilisent déjà des architectures compatibles. Mais ce discours masque une réalité moins confortable : les petites structures, les établissements scolaires et les particuliers équipés d'imprimantes datant de plus de cinq ans pourraient se retrouver avec un périphérique inutilisable. Sans pilote alternatif disponible auprès du fabricant, la seule issue reste le remplacement matériel. Cette décision s'inscrit dans une stratégie plus large de modernisation forcée de Windows 11, un système qui multiplie les exclusions matérielles depuis son lancement. On se souvient de l'abandon des processeurs non compatibles TPM 2.0, qui avait déjà laissé des millions de machines sur le carreau. À force de couper les ponts avec le passé, Microsoft finit par transformer chaque mise à jour en audit de compatibilité. Reste à voir combien d'imprimantes finiront dans les déchetteries avant qu'une solution de contournement n'émerge.

XIAOMI SU7

La bonne santé de sa batterie défie les prévisions

Un propriétaire chinois a parcouru 265 000 km avec son Xiaomi SU7 Pro en seulement 18 mois. Résultat : la batterie conserve encore 94,5% de sa capacité d'origine, une valeur qui dépasse les garanties habituelles des constructeurs d'électriques. Alors que Xiaomi vient de lancer une mise à jour majeure du modèle, cet exemple montre la résistance des nouvelles générations de batteries NCM.

Il semble que les batteries des voitures électriques continuent de tor- dre le cou aux idées reçues. En Chine, un propriétaire de Xiaomi SU7 vient d'offrir un cas d'école encore rarement observé : après 265 000 kilomètres, parcourus en seulement 18 mois, la batterie de son véhicule affiche encore 94,5 % de sa capacité d'origine. Un chiffre qui interpelle, tant par le kilométrage atteint que par la faible dégradation constatée.

Xiaomi SU7, un rythme de 600 km/jour

M. Feng, propriétaire d'un Xiaomi SU7 Pro à propulsion arrière, a soumis sa berline électrique à un traitement intensif : 265 000 km parcourus en 18 mois, soit une moyenne de 600 km quotidiens. À titre de comparaison, cela équivaut à un aller-retour New York-Boston chaque jour. Le diagnostic effectué par Xiaomi révèle une santé de batterie inattendue : 94,5% de capacité restante sur le pack de 94,3 kWh équipé de cellules NCM (nickel-cobalt-manganèse).

« Le personnel de Xiaomi m'a communiqué les résultats et j'ai été réellement choqué. Je pensais être à 90 % au mieux. Voir 94,5 % était vraiment surprenant », explique M. Feng. Avec une consommation estimée à 18 kWh/100 km, la batterie a théoriquement subi environ 506 cycles complets de charge/décharge. Un résultat d'autant plus remarquable que la plupart des constructeurs garantissent leurs batteries 8 ans ou 150 000 à 160 000 km, avec une tolérance de 20 à 30 % de perte de capacité. À titre de



comparaison, Tesla impose un seuil minimal de 70 % de capacité sur ses Model 3 et Model Y à propulsion sur la même durée. Dans ce contexte, le SU7 a déjà dépassé de plus de 60 % les kilométrages couverts par les garanties standards, tout en ne perdant qu'environ 5,5 % de capacité.

Une usure mécanique presque inexistante

La batterie n'est pas le seul élément à impressionner. D'après les données rele-

vées, les plaquettes de frein n'ont jamais été remplacées, un phénomène logique sur un véhicule électrique fortement utilisé, la majeure partie du ralentissement étant assurée par la régénération. Les pneus affichent encore 8 mm de profondeur de sculpture, une valeur proche de celle du véhicule neuf, et le liquide de refroidissement conserve une pureté optimale, sans trace d'eau, avec un point de congélation mesuré à -38 °C. Selon le propriétaire, « jamais il ne serait arrivé à un tel résultat avec une voiture thermique »

Buzz viral jusqu'au sommet de Xiaomi

L'histoire a rapidement circulé sur les réseaux sociaux chinois, notamment via une vidéo publiée par l'utilisateur « Jackson's Sunset Drive » sur Weibo et Bilibili, cumulant plusieurs millions de vues. Elle a même attiré l'attention de

Lei Jun, fondateur et PDG de Xiaomi, qui a relayé l'information publiquement. En profitant évidemment pour faire sa propre publicité. Le propriétaire M. Feng ne s'arrête pas là : il vise désormais les 600 000 km en trois ans, tout en vantant des économies de carburant supérieures à 100 000 yuans (12 000 €).

La bonne publicité au bon moment

Ce cas intervient à un moment clé pour la marque. Bien que le Xiaomi SU7 n'ait été lancé que récemment, le constructeur a déjà procédé à une importante mise à jour technique. Toute la gamme adopte désormais le nouveau moteur V6s Plus, en remplacement des précédents V6 et V6s. Les versions Standard et Pro passent de 299 à 320 ch, tandis que la version Max grimpe de 673 à 690 ch. L'architecture électrique évolue également : 752 V pour les versions Standard et Pro (contre 400 V auparavant) et 897 V pour la Max. Résultat, des performances de recharge en nette hausse, avec jusqu'à 670 km d'autonomie CLTC récupérés en 15 minutes sur la version Max. Les autonomies progressent elles aussi : 720 km CLTC pour la Standard, 902 km pour la Pro et 835 km pour la Max.

Si l'expérience d'un seul véhicule, qui plus est sur les réseaux sociaux, ne saurait en aucun cas représenter l'ensemble d'un parc encore jeune, et encore moins dans le cas de la Xiaomi SU7 qui n'a même pas encore traverser nos frontières, elle peut offrir néanmoins un aperçu de la durabilité de plus en plus élevée des batteries actuelles.

EN RENOUVELANT UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

BMW est-il en train de parier que le moteur thermique va survivre à 2035 ?

BMW a décidé de prolonger son partenariat avec l'un des plus grands fabricants de boîtes de vitesses au monde. L'allemand ZF continuera en effet de fournir des transmissions à 8 rapports au groupe BMW qui les utiliserait jusqu'à la fin de la décennie 2030. Mais encore faudrait-il, au moins en Europe, que le moteur à combustion soit autorisé au delà de 2035. Ce qui est encore loin d'être gagné. Les liens qui unissent l'industriel allemand ZF aux constructeurs nationaux sont étroits et anciens. Mais pour beaucoup, ZF, c'est aussi et surtout une boîte de vitesses largement utilisée par BMW (pas que, d'ailleurs, puisqu'on la retrouve notamment chez Alfa Romeo). La fameuse transmission à convertisseur de couple qui a fait merveille jusqu'ici et qui, visiblement, n'est pas près de prendre sa retraite. Ce que l'on retient du bref communiqué publié en début de semaine par l'entreprise originaire du lac de Constance, qui entend bien poursuivre et pérenniser son partenariat avec BMW. Mais les dates avancées dans le petit bulletin



informatif sont intéressantes à plus d'un titre puisqu'elles trahissent la vision long terme que peuvent avoir ZF et BMW. Lesquels font visiblement déjà des paris sur l'après 2035.

L'histoire entre ZF et BMW

L'histoire d'amour entre ZF et les constructeurs allemands a démarré dans les années 60 lorsque l'entreprise a commencé à travailler sur ses premières transmissions auto-

matiques. C'est au milieu des années 2000 que ZF sort sa 8HP qui devient l'une des premières boîtes automatiques à huit rapports. S'agissant d'un convertisseur, elle est particulièrement adaptée aux moteurs coupleux et puissants, notamment pour des questions de souplesse de fonctionnement et de longévité. Mais que vont devenir ces pièces mécaniques si complexes quand il n'y aura plus de moteur à combustion à produire ? Les voitures élec-

triques auront elles aussi besoin de transmission à plusieurs rapports pour améliorer notamment l'efficacité sur voie rapide, mais certainement pas des boîtes complexes à multiples rapports comme celles que l'on trouve aujourd'hui sur des thermiques, et qui peuvent aller jusqu'à 10 vitesses. Chez certaines électriques, un démultiplicateur avec deux rapports suffit déjà amplement.

BMW et ZF jusqu'en 2040 ?

« Cet accord souligne l'importance stratégique de notre boîte 8 rapports, une technologie clé pour l'évolution des systèmes de transmission. » Dans le cadre de ce partenariat, la boîte 8HP fera l'objet d'un développement continu. Objectif : proposer aux clients la transmission la plus puissante et la plus efficace, adaptée aux futures générations de motorisations ». Oui, mais lesquelles ? L'accord prévoit explicitement d'aller « jusqu'à la fin des années 2030 ». BMW voit donc un avenir au moteur thermique au delà de 2035 avant même que

l'Europe n'ait décidé de le prolonger. Ce qui n'est évidemment pas gagné : si le pressing des Allemands sur l'UE a partiellement fonctionné, il n'a donné qu'un tout petit répit qui, pour l'instant, semble malgré tout condamner le moteur thermique sur la fin de la prochaine décennie. Mais il ne faut pas oublier que BMW Group, ce n'est pas que l'Europe. Et d'autres marchés comme les émergents ou l'Amérique continueront probablement de consommer des moteurs à combustion après 2035, à moins d'un changement radical de présidence US dans les prochains mandats. S'agissant de la Chine, il semble acquis que l'électrique sera à moyen terme la motorisation dominante. Il n'empêche, si 2035 venait à se concrétiser, cela ne laisserait alors qu'un peu moins de dix ans à la boîte automatique ZF à huit rapports, et même moins compte tenu du mix déjà honorable d'électriques au sein du groupe BMW. Rappelons que 20 % des ventes mondiales de BMW l'an dernier étaient en effet des électriques.

Mots fléchés

Conforme aux lois de la république Chambardement		Partie de couvent interdite aux laïcs		Ecarté		Pays d'Asie		Abandonner		Arrête		Existait	
								Tous les cent ans		Devant le notaire			
Auditoire		Placé		Chaîne de montagnes		Poètes épiques Marquise des anges						Un être supérieur à l'homme	
										Capucin			
Peintre vénitien							Pressant			Commune de la Manche			
Coiffure papale													
					Grand froid Défaite des prussiens			Fils d'Isaac		Intercalai		Véto	
Boucherie							Léger comme l'air						
Passage presque à sec			Auberge ancienne Tzigane, gitan, bohémien							Col des Alpes		Frics	
Dictateur yougoslave		Princesse hindoue Ville italienne					Bon sens Associé						
				Chargées d'eau Maître des vents								Sélénium	
Grand arbre					Avec les autres Jadis les numides				Longues périodes Astiquage				
Inséparable													
			Obtempéré Avec Charden					Culotte gauloises Un allemand					
Ancienne tour de Paris						Harem						Massif	
Éther-sel													
Instrument à corde						Chef-lieu du Valais				Lycée technologique Conduite			
				Capitaux						Pas beaucoup Département français			
Oeuf de toto						Actinium		Pris					
Moi													
		Bourricot		Petite danseuse de l'opéra Länder allemand				Condiment				Nuanças	
Possessif			Aride Deux romain				Dans le texte	Châtaignes Première page					
Parasites de l'intestin													
						Auteur du Juif errant Six romain				Assassina			
Morceau de veau					Boisson fermentée				Prénom masculin				
Directeur sportif													
			Conifère							Le soleil s'y lève			

Le président de la République reçoit une délégation de la FIFA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, une délégation de la Fédération internationale de football association (FIFA), conduite par l'ancien international allemand Jurgen Klinsmann, qui a apporté le trophée de la Coupe du monde 2026, à laquelle participera la sélection nationale.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 9 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



UN ACCORD DE COOPÉRATION SIGNÉ ENTRE LES DEUX MINISTÈRES

Intégration des laboratoires du secteur de l'enseignement supérieur dans les analyses agricoles

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, accompagné du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El Mahdi Ould, a supervisé hier au ministère de l'Agriculture, la cérémonie de signature d'un accord de coopération portant sur l'intégration des laboratoires du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans les analyses agricoles. L'objectif de cet accord est de mobiliser les compétences scientifiques et les équipements techniques spécialisés au service des agriculteurs et des investisseurs, et d'améliorer la qualité des décisions techniques adoptées dans le domaine agricole.

BOUIRA

44 détachements de renforts aux premières interventions à l'épreuve d'une simulation sismique

Plus de 44 détachements de renforts aux premières interventions (DRPI) de la Protection civile, mis depuis vendredi soir à l'épreuve d'une simulation sismique à Bouira, ont été déployés dimanche sur le terrain pour tester leurs capacités d'interventions de secours et de sauvetage durant toute cette manœuvre simulant un tremblement de terre de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter.

Face à cette catastrophe naturelle simulée et qui touche plusieurs villes de la wilaya, selon le scénario de cet exercice, plus de 6000 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, sont à pied d'œuvre pour secourir les victimes et les blessés de ce séisme dans les communes d'Oued El Berdi, Bouira, El Asnam et Sour El Ghoulane.

"Nos équipes de différentes spécialités sont sur le terrain pour mener des opérations de secours et de sauvetage des victimes, et de recherche des personnes portées disparues lors de ce séisme fictif qui a occasionné de multiples incidents, notamment l'effondrement de bâtiments, l'écroulement de parois de barrage, de graves accidents de la circulation, des affaissements de sol, le déraillement de convois ferroviaires, des explosions, des fuites de matières dangereuses, ainsi que d'autres situations d'urgence simulées", a expliqué un officier de la Protection civile, le lieutenant Youcef Abdat. Baptisée "SEISMEX 2026", cette manœuvre qui se déroule jusqu'au 12 février avec la participation de 44 DRPI issus de 43 wilayas du pays, vise à tester le niveau d'opérabilité et des capacités d'intervention sur le terrain en cas de catastrophes naturelles. Les détachements déployés sont formés d'équipes de commandement, de sauvetage et de déblaiement, de plongée aquatique et subaquatique, ainsi que de groupes de recherche et d'intervention dans les milieux périlleux, d'équipes de plongée, de brigades cynotechniques et de cellules d'intervention en cas de risque nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC), a précisé l'officier Abdat.

APS

68^e ANNIVERSAIRE DES ÉVÉNEMENTS DE SAKIET SIDI YOUSSEF

La profondeur des liens historiques entre l'Algérie et la Tunisie mise en avant

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a coprésidé, hier, avec la cheffe du Gouvernement tunisien, Mme Sarra Zaafrani Zenzri, la cérémonie de commémoration du 68^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youssef, en République tunisienne, pays frère. Un accueil officiel a été réservé au Premier ministre et à la délégation l'accompagnant, par la cheffe du Gouvernement tunisien, au poste frontalier algéro-tunisien.

Lors d'une séance bilatérale tenue au siège de la commune de Sakiet Sidi Youssef, les deux parties ont salué "la profondeur des relations de fraternité historiques unissant les deux pays et peuples frères, ainsi que leur lutte commune pour l'indépendance, dont les événements de Sakiet Sidi Youssef, où le sang des peuples algérien et tunisien s'est mêlé, constituent l'une des étapes marquantes qui resteront à jamais gravées dans la mémoire collective".

Les deux parties ont également souligné "l'importance de la poursuite de l'action commune pour renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines et la hisser au rang de partenariat stratégique, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République tunisienne M. Kaïs Saïed".

Par la suite, le Premier ministre s'est recueilli, en compagnie de la cheffe du Gouvernement tunisien et des délégations des deux pays, devant la stèle commémorative des événements de Sakiet Sidi Youssef, où ils ont récité la Fatiha du saint Coran à la mémoire des martyrs du bombardement de ce village par le colo-



nisateur français le 8 février 1958, un crime ayant illustré la communauté de destin et l'unité de lutte entre les peuples algérien et tunisien.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Premier ministre a mis en avant la "profondeur des liens historiques entre l'Algérie et la Tunisie", soulignant que "le sang qui s'est mêlé à Sakiet Sidi Youssef est le symbole éternel de la fraternité sincère et de l'unité de lutte contre le colonialisme".

"Les efforts communs s'inspirent aujourd'hui des aïeux pour consolider des relations d'exception, fondées sur la solidarité et l'action commune en faveur des causes justes, de la liberté et de la dignité", a ajouté M. Sifi Ghrieb, estimant que cette mémoire commune "demeure un socle essentiel pour renforcer le partenariat stratégique face aux défis actuels". La signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant divers domaines de coopération, lors de la 23^e

session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, tenue le 12 décembre dernier, et la signature de plusieurs accords de partenariat économique entre des entreprises algériennes et tunisiennes, à l'occasion du Forum économique organisé en marge de cette session, "témoignent incontestablement du niveau d'excellence atteint par les relations bilatérales et des opportunités prometteuses qu'il importe de saisir pour consolider et élargir ce partenariat", a poursuivi le Premier ministre.

La cheffe du Gouvernement tunisien a, pour sa part, souligné la "solidité des relations profondes et enracinées entre les deux pays frères, fondées sur le respect mutuel et une solidarité constante", rappelant "l'attachement des dirigeants des deux pays à hisser la coopération bilatérale à des niveaux supérieurs, au service des intérêts des peuples algérien et tunisien".

R E/Agence

RAMADHAN

L'ANCA se félicite des mesures prises pour assurer la stabilité de l'approvisionnement du marché

L'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA) a salué, hier à Alger, les mesures prises par les pouvoirs publics, afin de garantir la stabilité de l'approvisionnement du marché en produits de large consommation, durant le mois sacré de Ramadhan. A ce propos, le président de l'ANCA, Tahar Boulouar, a exprimé, dans une conférence de presse, "la satisfaction de son organisation quant aux mesures prises, notamment en ce qui a trait à l'injection de quantités supplémentaires de produits alimentaires de large consommation et à l'augmentation de l'importation des viandes et des cheptels jusqu'à 100%, ce qui a contribué à dissiper les appréhensions concernant la hausse des prix". Il a, en outre, fait état du lancement de plus de 560 marchés de

proximité, appelant les commerçants à contribuer à la réussite de ces marchés. Le président de l'ANCA a annoncé la participation de l'association dans la campagne de sensibilisation et de rationalisation de la consommation, lancée par le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ajoutant que le stock actuel de denrées alimentaires et de consommation "couvre les besoins du mois de Ramadhan et après ce mois".

De son côté, le président du Comité national des fruits et légumes au niveau de l'ANCA, Mourad Azri, a salué le maintien des marchés de gros ouverts, pendant les jours de semaine, durant le Ramadhan, soulignant la disponibilité de la production nationale des fruits et légumes et la coordination de la distribution avec les agriculteurs, afin d'as-

surer la régularité de l'offre, durant le mois, appelant les citoyens à éviter le stockage non nécessaire. A son tour, le directeur du commerce de la wilaya d'Alger, Abdelwahab Harkas, a assuré que ses services ont pris des mesures, afin d'assurer un approvisionnement suffisant et régulier du marché, indiquant que la wilaya d'Alger verra l'ouverture de 18 marchés de proximité de solidarité, durant le mois béni, tout en intensifiant les efforts de lutte contre la fraude et le changement provisoire de l'activité commerciale, à travers un programme de contrôle, notamment durant les périodes de pic. Il a, en outre, relevé la participation efficace à la campagne nationale de sensibilisation, en coordination avec les différents acteurs.

APS.